

## Proposition de délibération n° 68 / 2022

**Objet :****RESSOURCES INTERNES****Institution****INTEGRATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la démission de Madame Marie DENOMBRET de son mandat de conseiller communautaire de la commune de Brienon sur Armançon

Vu le courrier du 24 juin 2022 de Monsieur le Maire de Brienon sur Armançon indiquant que Madame Najat BERRICHI représentera la commune de Brienon sur Armançon au sein des instances communautaires.

Vu la délibération n° 65/2020 du 16 juillet 2020 relative à la désignation des membres des commissions organiques

**Exposé des motifs :**

Monsieur le Maire de Brienon sur Armançon nous a informé du changement d'un de ses conseillers représentant sa commune au sein du conseil communautaire.

Afin de prendre en compte cette nouvelle élue au sein de nos instances, il est nécessaire de modifier la composition de certaines commissions organiques et certaines représentations dans des structures extérieures.

Vous trouverez en annexe la composition des commissions

Par ailleurs nous aurons à désigner :

- Un(e) représentant(e) suppléant(e) au sein de la commission de suivi de site ISND de Duchy
- Un(e) représentant(e) suppléant(e) au sein du comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Auxerrois

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant la démission de Mme Marie DENOMBRET de son mandat de Conseiller communautaire de Brienon sur Armançon, et son remplacement par Mme Najat BERRICHI

Il est proposé :

- D'approuver l'intégration de la nouvelle conseillère communautaire dans les commissions suivantes :

*Communiqué en séance*

- D'approuver la désignation de la conseillère communautaire dans le ou les instances extérieures de la manière suivante :

*Communiqué en séance*

- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** l'intégration de la nouvelle conseillère communautaire dans les commissions suivantes :

-  
-

*Communiqué en séance*

- **DESIGNE** la conseillère dans le ou les instances extérieures de la manière suivante :

-  
-

*Communiqué en séance*

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

**Composition des Commissions**

01-juil-20

6 commissions articulées sur les politiques menées						3 commissions fonctionnelles					
Commission n° 1 ORGANISATION GÉNÉRALE & FINANCES	Commission n° 2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ZA, tourisme	Commission n° 3 ACTION SOCIALE ET SANTÉ (RAM)	Commission n° 4 ENVIRONNEMENT	Commission n° 5 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	Commission n° 6 CULTURE, SPORT, JEUNESSE, ANIMATION	Commission Appel d'Offres		Commission DSP		Commission INTERCO. ACCESSIBILITÉ	
						Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Yves DELOT Patrice BAILLET	Yves DELOT Michel FOURREY	Yves DELOT Sylvie DELCROIX	Yves DELOT Patrice BAILLET Dominique DELAGNEAU	Yves DELOT Thierry CORNIOT Serge GAILLOT	Yves DELOT Philippe GUINET- BAUDIN	Yves DELOT		Yves DELOT		Yves DELOT	
Sylvain QUOIRIN	Pascal FOURNIER	Bruno BLAUVAC	Jean-Louis LEPRUN	Bruno BLAUVAC	Sylvain QUOIRIN	Pascal FOURNIER	Frédéric BLANCHET	Thierry CORNIOT	Frédéric RUSCH	Bruno BLAUVAC	Francis PORCHER
Kamel FERRAG	Frédéric RUSCH	Sylvia TISON	Roselyne ETIENNE	Patrice RAMON	Roselyne ETIENNE	Daniel BOUCHERON	Didier MORLÉ	Didier MORLÉ	Marie- Claude CHEVALIER	Flavie BOUROTTE	
Daniel BOUCHERON	Daniel MAILLARD	Marie-Claude SCHWENTER	Kamel FERRAG	Hervé MORINIERE	Daniel MAILLARD	Jean-Louis QUÉRET	Jean-Louis LEPRUN	Philippe GUINETBAUDIN	Jean-Louis QUÉRET	Jérôme DELAVALT	Didier MORLÉ
Mireille DELOT	Jean-Claude CHEVALIER	Monique DEROUELLE	SEUVRE Chantal	Didier MORLÉ	Jean-Claude CHEVALIER	Sylvain QUOIRIN	Hervé MORINIERE	Jean-Claude CHEVALIER	Hervé MORINIERE	Hervé MORINIERE	Daniel HENRY
Patrick ROUSSELLE	Monique DEROUELLE	Patrick ROUSSELLE	Murielle BUCINA	Patrick ROUSSELLE	Bruno BLAUVAC	Jean-Luc DELAGNEAU	Bruno BLAUVAC	Patrick ROUSSELLE	Daniel BOUCHERON	Jean-Luc DELAGNEAU	Jean-Louis QUÉRET
Gérard DELAGNEAU	Frédéric BLANCHET	Flavie BOUROTTE	Patrice RAMON	Patrick BIOT	Chantal SEUVRE						
Jacky JUSSOT	Marie-DE-MORBERGÉ	Nadège DE BRUIN	Flavie BOUROTTE	Gérard DELAGNEAU	Daniel HENRY						
Jean-Louis QUERET	Daniel BOUCHERON	Francis PORCHER	Emmanuel MATIVET	Jacky JUSSOT	Sylvia TISON						
Marc GAILLOT	Francis PORCHER	Mireille DELOT	Jean-Luc DELAGNEAU	Jérôme DELAVALT	Marie-DE-MORBERGÉ						
Murielle BUCINA	Philippe TIRARD	Maxence GUILLOT	Patrick BIOT	Emmanuel MATIVET	Jérôme DELAVALT						
		Jacky JUSSOT	Philippe TIRARD		Patrick ROUSSELLE						

## Proposition de délibération n° 69 / 2022

**Objet :****AMENAGEMENT DU TERRITOIRE****Accompagnement des communes****MISE A DISPOSITION D'UN AGENT COMMUNAUTAIRE  
AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SAINT FLORENTIN****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération du 25 février 2021 approuvant la convention d'adhésion de la Communauté de communes Serein et Armance au programme « Petite Ville de Demain » de la commune de saint Florentin.

Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et excluant les mises à disposition du champ d'application du code des marchés publics.

Vu les articles L512-12 à L521-15 du code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

**Exposé des motifs :**

La démarche « Petite Ville de Demain » est un programme d'amélioration de l'accompagnement financier mis en place par l'état visant à structurer les stratégies de développement local sur la base d'un diagnostic territorial et l'élaboration d'un programme d'action.

Sur le territoire communautaire seule la Commune de Saint Florentin a été retenue par l'Etat pour entrer dans ce dispositif en tant que ville d'appui du territoire communautaire. Cette démarche étant essentiellement axée sur les investissements au service du développement local, l'Etat a imposé la participation des intercommunalités.

Par délibération en date du 25 février notre établissement s'est engagé dans cette démarche. Le programme est aujourd'hui bouclé et près de la moitié des programmes inclus dans le projet sont communautaires. Vous trouverez en annexe le détail du programme.

Eu égard aux enjeux qui dépassaient le cadre des compétences et moyens de la Ville de Saint Florentin, la Communauté de communes a dû s'investir fortement dans l'élaboration du programme que ce soit, tant dans la phase diagnostic que dans la phase programme d'action.

Compte tenu de l'appui méthodologique réalisé par les services communautaires dans ce programme global et l'interaction de ses projets avec les politiques communautaires (aménagement du territoire,

développement économique, développement touristique, mobilité, culture, ...), la Ville de Saint Florentin souhaite associer plus fortement la Communauté de Communes pour coordonner l'ingénierie des dossiers dans l'ensemble des projets de développement municipaux et communautaires intégrés dans la démarche petite ville de demain.

Dans cet esprit, Il est proposé qu'un agent communautaire soit officiellement mis à disposition pour une partie de son temps (une ½ journée par semaine) pour assurer l'ingénierie des projets municipaux qui entrent dans cette démarche de développement local associé à « Petite Ville de Demain ».

Vous trouverez en annexe un projet de convention de mise à disposition qui précise différentes modalités dont les conditions financières de cette mise à disposition.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant l'engagement de la Communauté de communes Serein et Armance dans le programme « Petite Ville de Demain »
- ⇒ Considérant le travail réalisé par les services communautaires pour l'élaboration du programme « Petite Ville de Demain »
- ⇒ Considérant la demande de la Ville de Saint Florentin de bénéficier d'un appui d'ingénierie dans le cadre de ses projets de développement associés à « Petite Ville de Demain ».

Il est proposé :

- D'approuver la convention de mise à disposition d'agent communautaire entre la Ville de Saint Florentin et la Communauté de communes Serein et Armance telle que jointe en annexe
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition d'agent communautaire entre la Ville de Saint Florentin et la Communauté de communes Serein et Armance telle que jointe en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'AGENT COMMUNAUTAIRE AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SAINT FLORENTIN

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté de communes Serein et Armance représentée par son Président, agissant en vertu d'une délibération en date du 22 septembre 2022 et ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : «CCSA ».

### ET :

La Commune de Saint Florentin , représentée par le Maire agissant en vertu de d'une délibération en date du 15 septembre 2022 et ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : «COMMUNE ».

### Préambule

Dans le cadre de sa politique de développement, la Ville de Saint Florentin a été labellisée petite ville de demain. A ce titre elle s'est engagée dans un vaste programme de requalification de son territoire via différentes actions en faveur de l'amélioration de l'espace public, la création ou la requalification d'équipements publics, une opération programmée d'amélioration de l'habitat. Une partie conséquente des opérations envisagées sont portées par la Communauté de communes qui s'est également investi dans l'élaboration du programme pour les sujets la concernant.

Eu égard à l'appui méthodologique réalisé par les services communautaires dans ce programme global et l'interaction de ses projets avec les politiques communautaires (aménagement du territoire, développement économique, développement touristique, mobilité, culture, ...), la Ville de Saint Florentin souhaite associer plus fortement la Communauté de Communes pour coordonner l'ingénierie des dossiers dans l'ensemble des projets de développement municipaux et communautaires.

Compte tenu de la possibilité de mise à disposition des services, ouverte par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et excluant les dites mises à disposition du champ d'application du code des marchés publics.

Vu les articles L512-12 à L521-15 du code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

---

La CCSA met à disposition une quote-part du temps d'un agent communautaire au profit de la COMMUNE destiné à réaliser des missions d'ingénierie en lien avec le développement local.

#### ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

---

La présente convention de mise à disposition de service prendra effet au 1<sup>er</sup> octobre 2022 et s'achèvera au 30 septembre 2026.

#### ARTICLE 3 : CONTENU DE LA PRESTATION

---

- ↳ Ingénierie financière pour les opérations de développement local (volet subventions et autres soutiens financier aux projets)
- ↳ Représentation technique de la COMMUNE devant les instances partenaires des actions de développement local, hors action sociale, dont celles liées au financement
- ↳ Chef de projet Programme « Petites Villes de demain »
- ↳ Participation technique à l'élaboration et au suivi des projets de développement local de la commune
- ↳ Participations aux réunions internes de la COMMUNE ayant un impact sur les projets de développement local

#### ARTICLE 4 : MONTANT DE LA PRESTATION

---

L'évaluation de la valeur de la mise à disposition de service repose sur la mise à disposition de base d'une ½ journée par semaine du temps de travail de l'agent concerné.

Sur cette base, le coût (charges compris) s'élève à 900 € / mois et pourra être revaloriser annuellement en fonction de l'évolution des coûts lié au déroulé de carrière de l'agent.

La contribution annuelle de la COMMUNE s'élève pour l'année 2022-2023 à 10 800 € versée une fois par an à la date anniversaire de la convention. Un titre de recette sera émis en conséquence

Dans l'hypothèse où l'agent serait mobilisé au-delà de la base d'une ½ journée par semaine, un titre de recette complémentaire sera adressé par la CCSA à la COMMUNE, accompagné du décompte des journées supplémentaires.

---

#### ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT

---

Le paiement s'effectuera sur présentation de la présente convention et sur émission de titres de recette.

---

#### ARTICLE 6 : DEROULEMENT OPERATIONNEL

---

##### A – Lieu de Travail

L'agent mis à disposition pourra mener ses missions liées à la COMMUNE à partir des locaux communautaires. Cependant, pour le bon déroulé de sa mission, il pourra être amené à travailler au sein des locaux des services municipaux de la commune. A ce titre la COMMUNE s'engage à mettre à disposition un bureau équipé adapté aux missions de l'agent évoquées ci-dessus.

##### B – Gestion du personnel

L'autorité gestionnaire de l'agent est le Président de la CCSA.

Les services sont ainsi gérés par son Président de la CCSA qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination .

Dans ce cadre, la notation de l'agent exerçant ses missions dans le cadre de la présente convention relèvera de la compétence du Président de la CCSA.

L'agent est rémunéré par la CCSA.

Le Président de la CCSA adresse directement à l'agent concerné par la présente convention toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches en tant qu'autorité gestionnaire du fonctionnaire. Mais il adresse copie de ces actes et informations au Maire de la COMMUNE.

Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein de la COMMUNE si celle-ci le souhaite. Ce rapport est transmis au Président de la CCSA qui établit le document définitif.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de la CCSA mais sur ce point le maire de la COMMUNE peut émettre des avis ou des propositions et le Président de la CCSA s'engage à consulter, sauf urgence ou difficulté particulière, le maire de la COMMUNE dans l'exercice de ces deux prérogatives, sans pourtant que l'omission de cette consultation puisse vicier la procédure disciplinaire.

La CCSA fixe les autres conditions de travail du personnel mis à disposition. Elle prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la COMMUNE qui, sur ce point, peut émettre des avis .

La CCSA délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis de la COMMUNE si celle-ci en formule la demande.



En fonction de la mission réalisée, l'agent affecté est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la CCSA ou du Maire de la COMMUNE.

En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés à l'agent, un arbitrage sera réalisé, suivant la procédure suivante : le Président de la CCSA et le Maire de la COMMUNE trouvent un compromis entre les besoins de chacune des deux entités ;

Le Président de la CCSA et le Maire de la COMMUNE peuvent donner, par arrêté, sous leur surveillance et leur responsabilité, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

#### C – Obligations de l'agent mis à disposition

Dans le cadre des missions objet de la présente convention, l'agent bénéficie des droits et est soumis aux obligations des fonctionnaires territoriaux. A ce titre, il est soumis aux obligations de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de sa mission.

---

#### ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut faire d'un avenant après accord entre les parties.

---

#### ARTICLE 8 : RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente convention à tout moment, sur demande de l'un ou l'autre des contractants, sous réserve de respecter un délai de trois mois de préavis.

Fait à Saint Florentin., Le ..... 2022

Le Président de la Communauté de  
communes Serein et Armance

Yves DELOT

Le Maire de Saint Florentin  
Représenté par le Premier Adjoint

Daniel MAILLARD

## Proposition de délibération n° 70/ 2022

**Objet :****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Accompagnement des territoires****FONDS DE CONCOURS – ATTRIBUTION****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu le règlement d'intervention voté le 19 avril 2018.

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement en faveur des communes, notre établissement a mis en place un dispositif de fonds de concours destiné à financer des projets d'investissement portés par ces dernières.

A ce titre, la Communauté de communes est sollicitée par les communes de :

- ↳ JAULGES pour la création d'un allongement de ponceau sur le ru des Ventes
- ↳ GERMIGNY pour la création d'un parking et la réalisation d'un cheminement piétonnier sécurisé
- ↳ BEUGNON pour la transformation d'un local pompier en musée

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant le règlement d'attribution du fonds de concours en vigueur,
- ⇒ Considérant l'éligibilité des dossiers à ce dernier,

Il est proposé d'attribuer les fonds de concours suivants :

COMMUNES	TYPE D'INVESTISSEMENT	COUT TOTAL	TAUX D'INTERVENTION	MONTANT DU FONDS DE CONCOURS
JAULGES	ALLONGEMENT DU PONCEAU SUR LE RU DES VENTES	10 395,30 € HT	40 %	4 158 € (*)
GERMIGNY	CREATION D'UN PARKING ET REALISATION CHEMINEMENT PIETON SECURISE	63 249,78 € HT	25 %	6 000 € (**)
BEUGNON	TRANSFORMATION LOCAL POMPIER EN MUSEE	29 060,15 € HT	50 %	10 000 € (**)

(\*) : Demande de la commune

(\*\*) Plafond de subvention accordable à la commune

Et d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** l'attribution des fonds de concours suivants :

COMMUNES	TYPE D'INVESTISSEMENT	COUT TOTAL	TAUX D'INTERVENTION	MONTANT DU FONDS DE CONCOURS
JAULGES	ALLONGEMENT DU PONCEAU SUR LE RU DES VENTES	10 395,30 € HT	40 %	4 158 € (*)
GERMIGNY	CREATION D'UN PARKING ET REALISATION CHEMINEMENT PIETON SECURISE	63 249,78 € HT	25 %	6 000 € (**)
BEUGNON	TRANSFORMATION LOCAL POMPIER EN MUSEE	29 060,15 € HT	50 %	10 000 € (**)

(\*) : Demande de la commune

(\*\*) Plafond de subvention accordable à la commune

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

## Proposition de délibération n° 71 / 2022

**Objet :****DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE****ENTREPRISES****FONDS REGIONAL D'AVANCE REMBOURSABLE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu la délibération du 16 avril 2020 relative au Fond de Solidarité Territorial

Vu la délibération du 16 juillet 2020 relative au Pacte régional avec les Territoires entre la Région Bourgogne Franche-Comté et la Communauté de communes Serein et Armance

**Exposé des motifs :**

Confrontées aux diverses contraintes liées à la crise sanitaire au printemps et de l'été 2020, les entreprises ont subi des difficultés financières nées de leur absence d'activité.

Devant cette situation et afin de permettre aux entreprises de traverser cette conjoncture, le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté a mis en place un Fond Régional d'Avance Remboursable destiné à la consolidation de la trésorerie des entreprises (FARCT).

Le dispositif repose sur des prêts d'honneur aux petites entreprises (0 à 10 salariés) de 3 000 € à 15 000 €. Comme prévu à l'origine, depuis le 31 décembre 2021, le dispositif ne peut plus être mobilisé.

A l'époque, la Région a sollicité les intercommunalités dont notre établissement pour participer au fond sur la base de 1 € par habitant soit 24 214 € que nous avons versés au Conseil Régional pour que ce dernier abonde le fond de prêt. Ce fond a pour vocation, à terme, à être restitué aux collectivités participantes.

Sur notre territoire ce sont 6 entreprises qui ont pu bénéficier de ce dispositif pour un montant global de 73 000 €.

La convention qui vous est proposée vise à définir les conditions et modalités du droit de reprise de notre Communauté de communes dans 2 cas de figure :

- Fonds non mobilisés au 31/12/2021
- Fonds disponibles à l'extinction du dispositif soit au plus tard en 2030

Vous trouverez dans la convention le détail des conditions de restitution.

Il est cependant à noter que notre contribution correspond à 0,171 % des cofinancements apportés et que c'est ce taux qui sera appliqué dans les 2 cas évoqués précédemment. Le montant du premier versement devrait être de 3 690,93 €

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant l'engagement de la Communauté de communes dans le cadre du Fond Régional d'Avance Remboursable avec la Région Bourgogne Franche Comté,
- ⇒ Considérant, la nécessité de fixer les conditions et modalités du droit de reprise de notre Communauté de communes dans ce cadre de la gestion du fond
- ⇒ Considérant la proposition de la Région Bourgogne Franche-Comté

Il vous est proposé :

- ⇒ D'approuver la convention de partenariat entre la Région Bourgogne Franche-comte relative au droit de reprise du Fond Régional d'Avances remboursables « Consolidation de Trésorerie des TPE » (FARCT) jointe en annexe
- ⇒ D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention et à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la Région Bourgogne Franche-comte relative au droit de reprise du Fond Régional d'Avances remboursables « Consolidation de Trésorerie des TPE » (FARCT) jointe en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention et à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

**REGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE**

**Convention de partenariat entre la Région Bourgogne France Comte et  
CC Serein et Armance  
relative au droit de reprise du fonds régional d'avances remboursables  
« Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT)**

**Entre**

La région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° 22CP.689 en date du 8 juillet 2022, ci-après désignée par le terme « la Région »

et

CC Serein et Armance, ci-après désignée par le terme EPCI « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », représentée par Monsieur Yves DELOT, Président, dûment habilitée à l'effet de signer la présente convention.

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte du COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01),
- VU le régime d'Aide d'État SA.100959 (2021/N) – France – COVID-19 : Prolongation des régimes d'aides d'Etat SA.56709, SA.56985, SA.57367, SA.57695, SA.57754, SA.61330, SA.62568, SA.62999, SA.63564 et SA.63656, tels que modifiés,
- VU le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,
- VU l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19,
- VU la convention relative au « Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité : Fonds Régional d'avances remboursables » entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) CC Serein et Armanche, adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et signée le 3 septembre 2020,
- VU la convention de partenariat entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Banque des Territoires portant création d'un fonds de prêt régional pour la « consolidation de la trésorerie des Très Petites Entreprises » (FARCT) dans le cadre du Plan de relance COVID 19 adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et ses 2 avenants,
- VU la convention « fonds régional d'avances remboursables » entre l'ARDEA et la région Bourgogne Franche Comte adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et son avenant,
- VU la délibération du Conseil Régional en date du 8 juillet 2022 transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le 13 juillet 2022,
- VU la délibération du Conseil de CC Serein et Armanche en date du .....

## I. PREALABLEMENT, IL EST RAPPELE :

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité. Ce Pacte régional reposait sur deux fonds complémentaires :

- Un **fonds régional des territoires** en subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5€ par habitant.
- Un **fonds régional d'avances remboursables**, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant : le fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT).

Les deux fonds de ce dispositif étaient dédiés à cette cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté.

Le fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT) a été mis en place par la Région pour soutenir les petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles, dans le cadre de mesures de relance post crise, permettant notamment à ces entreprises touchées par la crise du COVID 19 de renforcer leur structure financière dans une logique d'ingénierie financière. Dans ce cadre, la régie ARDEA a pour mission de gérer l'enveloppe financière destinée au financement des prêts, avec l'appui de partenaires techniques choisis dans le cadre d'un marché. Ce prêt régional a été accordé,

selon les besoins et la situation économique du bénéficiaire, sous forme de prêt à l'entreprise (avance remboursable), pour des entreprises locales déjà immatriculées. Les prêts consentis étaient compris entre 3 000 € et 15 000 €, sans garantie personnelle, à taux zéro et avec la possibilité pour le bénéficiaire de disposer d'un différé de 2 ans et d'étaler son remboursement jusqu'à 7 ans.

Le financement par la Région de cet outil financier intègre, de manière mutualisée à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, la participation financière des EPCI.

La Région définit par la présente convention les conditions et les modalités du droit de reprise de la contrepartie financière de l'EPCI.

## **II. IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du droit de reprise de la participation financière de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) CC Serein et Armanche.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

Au titre de sa compétence exclusive en matière d'aide aux entreprises, la région abonde des outils financiers, soit en portage propre (régie...), soit par l'intermédiaire d'opérateurs habilités à gérer des outils financiers. La Région a décidé de soutenir les TPE à travers un fonds géré par sa régie l'ARDEA : le fonds d'avances remboursable « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT).

A ce titre, la Région engage la totalité de l'aide prévue sur ce fonds régional d'avances remboursables pour la part régionale et pour la part intercommunale en commission permanente.

Dans le cadre d'un objectif de mutualisation des moyens budgétaires attribués à ce dispositif à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, la Région s'engage à rembourser aux EPCI signataires du Pacte et ayant versé leur contribution financière, leur participation financière selon les modalités définies aux articles 3 et 4 de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES**

L'EPCI a versé une participation au fonds régional d'avances remboursables au prorata de sa population (selon la dernière source INSEE connue) sur la base d'un euro par habitant. Cette participation visait à soutenir les TPE de l'ensemble du territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté car le fonds régional d'avances remboursables est un fonds mutualisé à l'échelle régionale. Cette participation financière de l'EPCI est venue exclusivement alimenter l'enveloppe budgétaire du fonds régional d'avances remboursables.

En conséquence, CC Serein et Armanche a versé à la Région sa participation d'un montant de 24 214 € calculé sur la base de son nombre d'habitant (soit 1 € x 24214 habitants). La participation de CC Serein et Armanche, d'un montant de 24 214 € correspond à 0,171 % des cofinancements apportés. Les remboursements seront calculés sur cette base.



Le fonds régional d'avances remboursables est un dispositif imputé en dépenses d'investissement. Les recettes qui seront remboursées à l'EPCI seront donc à imputer également en investissement.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE**

Le droit de reprise du fonds de l'apport versé par l'EPCI est restitué à ce dernier selon les modalités suivantes :

##### **1. A la fin de la période d'investissement du fonds**

Depuis le 31 décembre 2021, plus aucun dossier ne peut être déposé au titre du FARCT. Le prestataire choisi a géré jusqu'au 31 mars 2022 l'instruction des dossiers déposés jusqu'au 31 décembre 2021 inclus dans la cadre du marché dont il est attributaire. Ces dossiers ont ensuite été présentés au vote à la Région (dernier vote : commission permanente du 6 mai 2022). A la suite de ce vote, un état du fonds a été réalisé permettant de déterminer le reliquat de la dotation non investie à l'échéance.

Sur une dotation de 14,2 M€, le montant total des dossiers votés s'établit à 12 035 500 € ; un reliquat non engagé de 2 164 500 € a été constaté. Ce reliquat non investi doit être restitué aux financeurs du fonds à due proportion de leur quote-part de dotation initiale du fonds.

La quote-part des financeurs sur la dotation globale de 14,2 M€ est la suivante :

- 6,04 M€ Région soit 42,53 %,
- 2,76 M€ pour 108 EPCI signataires soit 19,44 % (dont 0,171 % pour la quote-part de CC Serein et Armance, soit un montant de 3 690,93 €),
- 5,4 M€ Banque des Territoires soit 38,03 %.

Cette répartition prend en compte la dotation de la Banque des Territoires mais également l'ajustement du montant des recettes récupérées auprès des EPCI sur leur participation au fonds - la Région prend à sa charge le delta entre les 2,8 M€ qu'elle avait estimés et le montant qui sera effectivement récupéré (2,76 M€) compte tenu de l'adhésion ou non de certains EPCI.

Le versement de la quote-part du reliquat non engagé s'effectuera uniquement après vote et signature de la convention par l'EPCI (délai estimatif prévisionnel : au cours de l'année 2023).

##### **2. A l'extinction du fonds**

L'extinction définitive du fonds est établie prévisionnellement au 31 décembre 2029\*\*. Il comprend la durée du différé maximum de 2 ans, celle du remboursement des bénéficiaires de 5 ans maximum ainsi qu'un délai d'un an correspondant à la transmission par la Paierie régionale des sinistres enregistrés sur le fonds dont l'ARDEA a connaissance avec une année de décalage. Le dispositif est entré en vigueur le 29 juillet 2020 ; de ce fait, l'extinction de l'outil est programmée prévisionnellement jusqu'au 31 décembre 2029 pour tenir compte de l'ensemble des paramètres indiqués ci-dessus.

Le montant total prévisionnel de la participation des EPCI dans le fonds était estimé à 2,8 M€. A ce jour, cette participation s'élève à 2,76 M€ ce qui représente 19,44 % de la dotation totale de 14,2 M€. Sur cette participation totale des EPCI, celle de CC Serein et Armance correspond à 0,171 %.

Le droit de reprise est appliqué selon la modalité suivante : remboursement de la contribution de l'EPCI à due proportion déduction faite de la « casse » selon les principes de mutualisation et de solidarité.

Par « casse », il faut entendre :

- les dossiers comptabilisés en tant que sinistres (créances définitivement irrécouvrables après mise en jeu des garanties, exercice et épuisement de toutes les voies de recours) ;
- les dossiers caducs et non décaissés.

L'imputation de tout sinistre sur le montant de la reprise ne pourra s'exercer qu'à concurrence de la quote-part représentée par le montant de l'apport objet de la présente convention, rapporté au montant global du fonds.

Compte tenu de la mécanique de reversement, liée à l'établissement définitif des comptes de l'ARDEA le 31 mars de l'année N pour l'année N-1, les 2 périodes de remboursement seront les suivantes :

- Un 1<sup>er</sup> versement qui interviendrait fin 2026 (= 1 mandat) pour la période concernée 2022-2025. Ce versement prendra en compte les 1<sup>ers</sup> remboursements de prêts diminués de la casse afférente à ces prêts et des dossiers caducs non décaissés (un an de caducité prévu sur les dossiers votés donc à partir du 6 mai 2023, il n'y aura plus de caducités à comptabiliser).
- Le versement du solde en 2030 après la clôture du fonds le 31 décembre 2029 (= 1 mandat) pour la période concernée 2026-2029 et sous réserve du maintien de cette date de clôture théorique du fonds\*\*. Ce versement correspondra au remboursement des prêts diminués de la casse afférente.

*\*\* La date théorique d'extinction du fonds pourra être prorogée pour tenir compte de l'allongement des durées de remboursements par les bénéficiaires en cas de reports d'échéances. Dans ce cas, la prorogation sera réalisée par voie d'avenant entre la Région et l'EPCI.*

## **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et restera en vigueur jusqu'à la restitution intégrale de l'ensemble des sommes dues par la Région à l'EPCI, au titre de la reprise ci-dessus définie aux articles 3 et 4.

## **ARTICLE 6 : RESILIATION**

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Région en cas de :

- manquement total ou partiel de l'EPCI à l'un des engagements de la présente convention,

- d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par l'EPCI à la Région.

#### **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui ne peut avoir pour objet de modifier l'objet de la convention tel que prévu à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT AMIABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

En cas de litiges éventuels nés du fait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties sont tenues de mettre tous leurs efforts en œuvre afin de résoudre leur différend de façon amiable et de bonne foi, avant de soumettre le litige au tribunal administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le

La présidente du conseil régional  
de Bourgogne-Franche-Comté

Président de  
CC Serein et Armance

Madame Marie-Guite DUFAY

Monsieur Yves DELOT

**- Bilan –  
Fonds d'Avances  
Remboursables  
Consolidation de la  
Trésorerie des TPE  
(FARCT)**

## **Le Fonds d'Avances Remboursables Consolidation de la Trésorerie des TPE (FARCT)**

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région a proposé aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) un Pacte régional pour l'économie de proximité. Ce Pacte régional repose sur deux fonds :

- Un fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la Trésorerie des TPE » (FARCT), mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de au moins 1 € par habitant. Il visait à soutenir les petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles (crise du Covid-19) en les aidant à renforcer leur structure financière.
- Un fonds régional des territoires de subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5 € par habitant.

Ce prêt régional était compris entre 3 000 € et 15 000 €, sans garantie personnelle, à taux zéro et avec la possibilité pour le bénéficiaire de disposer d'un différé de 2 ans maximum et d'étaler son remboursement jusqu'à 5 ans.

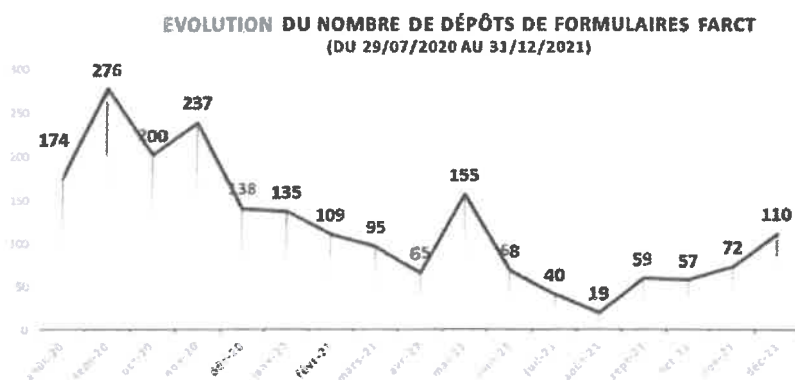
Le financement par la Région de cet outil financier intégrait une participation financière des EPCI (1 € par habitant). Ce fonds a ainsi pu être doté de 14,2 M€ dont 5,4 M€ de la Banque des Territoires, 2,76 M€ des EPCI signataires du Pacte et 6,04 M€ de la Région. L'objectif était de pouvoir financer 1 000 prêts d'un montant moyen de 8 000 € à 10 000 €.

Le process de ce fonds était le suivant : instruction par le réseau Initiative, vote des dossiers par les élus régionaux et décaissement et suivi par la Régie ARDEA. Les dossiers de demande par les TPE ont été déposés entre juillet 2020 et décembre 2021 – la phase d'instruction s'est terminée en mars 2022 et les derniers dossiers ont été présentés au vote lors de la commission permanente du 6 mai 2022.

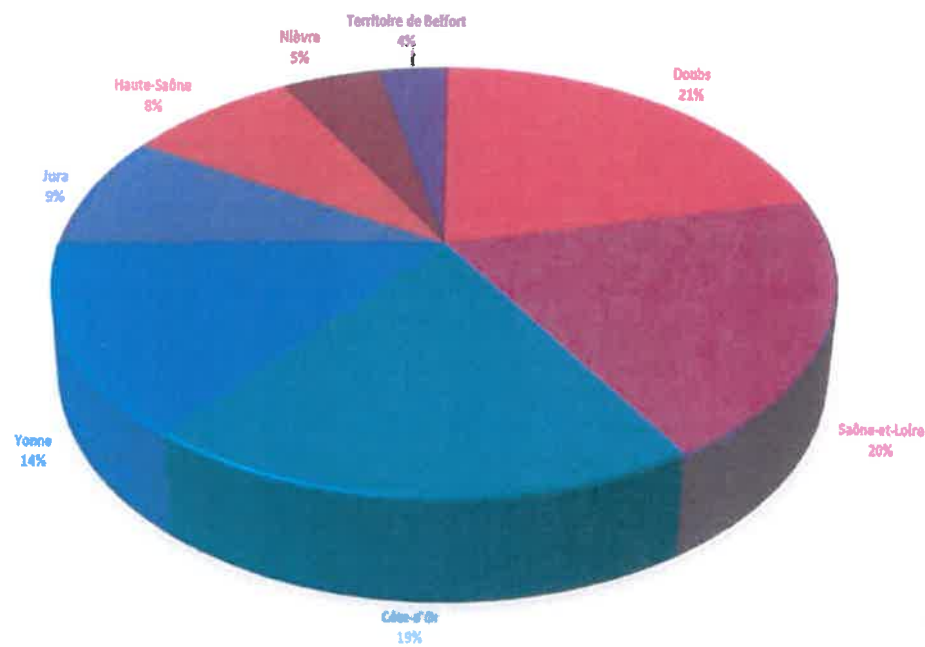
Le fonds est entré dans sa phase de gestion.

### **I. Données quantitatives pour l'ensemble du territoire Bourgogne-Franche-Comté :**

- 2009 formulaires d'entreprises déposés

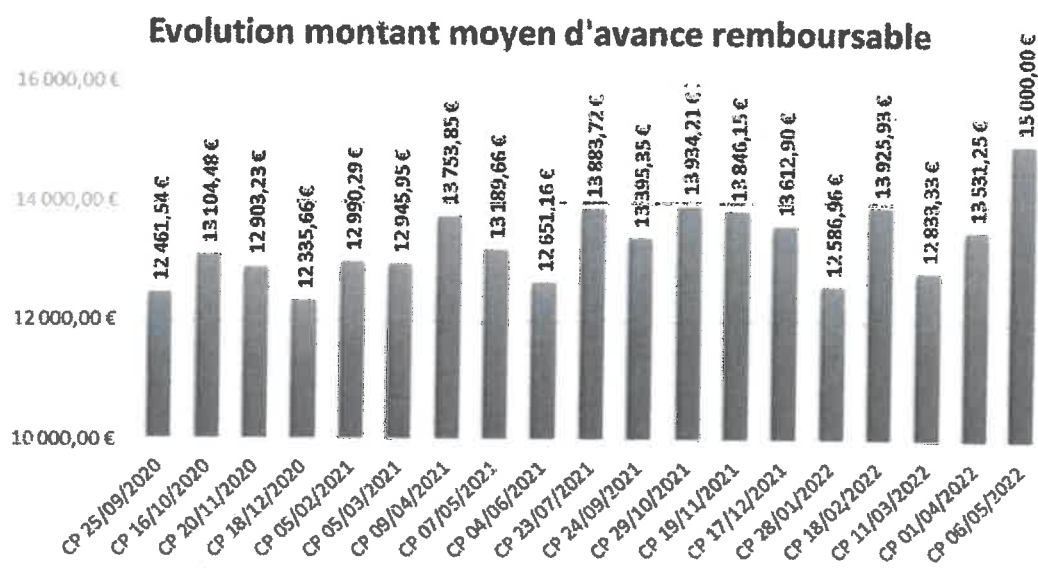


- 100 % des EPCI signataires du Pacte sont concernés par des dépôts de formulaires



- 1 001 dossiers expertisés pour **919 dossiers favorables votés** soit **12 035 500,00 € d'Avances remboursables mobilisées** (utilisation du fonds à hauteur de 84,76 % du fonds de 14,2 millions d'€).

Cela représente un montant moyen global d'Avance remboursable de 13 096,00 € sur l'ensemble des 919 dossiers.



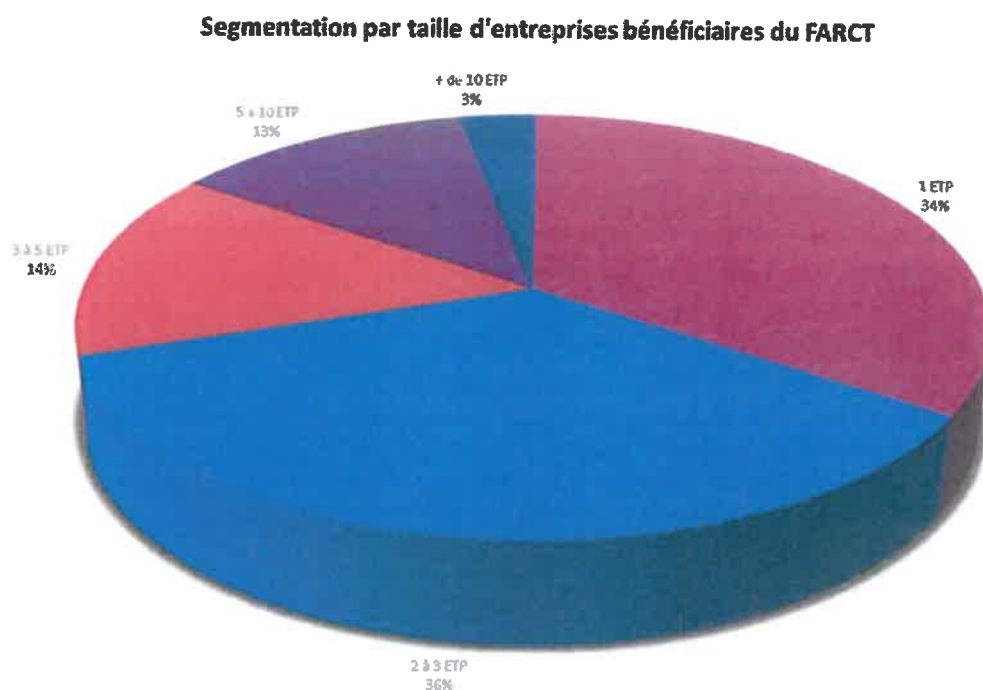
Ce dispositif a permis de **soutenir 2 925 emplois** (dont 2 695 emplois maintenus et 230 emplois créés).

Sur ces 919 dossiers votés, au 30 juin 2022, ce sont 95,59 % des dossiers qui ont été décaissés par la Régie ARDEA soit un montant total de **11 505 000,00 €**.

- Répartition des 919 dossiers votés par secteurs d'activité :

<b>Secteurs</b>	<b>Répartition</b>
<b>Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles</b>	23,45%
<b>Hébergement et restauration</b>	19,63%
<b>Construction</b>	10,25%
<b>Autres activités de services</b>	7,74%
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	6,22%
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	5,78%
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	5,78%
<b>Industrie manufacturière</b> (Industries alimentaires 2,62% - Fabrication de boissons 0,98% - Fabrication de textile 0,22% - Imprimerie et reproduction d'enregistrements 0,55%)	4,37%
<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	4,25%
<b>Transports et entreposage</b>	2,73%
<b>Enseignement</b>	2,62%
<b>Industrie manufacturière</b> (Fabrication de meubles 0,65% - Autres industries manufacturières 0,44% - Réparation et installation de machines et d'équipements 0,55% - Travail du bois (à l'exception des meubles) 0,22% - Fabrication de machines et équipements n.c.a 0,22% - Industrie du papier et du carton 0,11% - Fabrication d'autres matériels de transport 0,11%)	2,30%
<b>Industrie manufacturière</b> (Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique 0,22% - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques 0,44% - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements 1,20% - Industrie chimique 0,22%)	2,08%
<b>Information et communication</b>	1,09%
<b>Santé humaine et action sociale</b>	0,87%
<b>Activités financières et d'assurance</b>	0,65%
<b>Activités immobilières</b>	0,11%
<b>Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur d'air conditionné</b>	0,11%

- Répartition des dossiers favorables par taille de TPE :



## II. Données quantitatives pour votre territoire

Les données précises sur les dossiers concernant votre territoire sont dans les tableaux joints à ce bilan :

- 1 page pour les dossiers favorables ;
- quand c'est le cas :
  - o 1 page pour les dossiers défavorables (= outil non adapté à la situation de l'entreprise) ;
  - o 1 page pour les dossiers clôturés (= dossier inéligible aux critères du règlement d'intervention du dispositif ou abandon du dirigeant).



## Proposition de délibération n° 72 / 2022

**Objet :****DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE****ESPACE D'ACTIVITES****ESPACE D'ACTIVITES PORTE OUEST****CESSION DU FONCIER****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération du 31 mars 2021 lançant le programme de requalification d'une ancienne friche Industrielle sise rue Claude Simonnot à Saint Florentin

Vu la clôture des opérations de requalification

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement économique de son territoire et dans le respect des nouvelles perspectives de réduction des surfaces à urbaniser, la Communauté de communes s'est engagée au printemps 2021 dans la requalification d'une friche industrielle en mobilisant 664 540 € de subventions sur un programme global de 1 240 500 € HT et une revente du site au prix de 555 000 € HT. La soultte correspondant à la participation de la CCSA (20 960 €)

L'opération de requalification s'étant achevée, il est désormais nécessaire de procéder à la cession des 2 immeubles, démarche pour laquelle une décision de notre conseil est nécessaire.

Pour ce faire, notre établissement a sollicité l'avis du service des Domaines pour les 2 parcelles à céder. Ses estimations sont les suivantes :

- Partie à céder à la société BC Entreprise : 530 000 € (+/- 10 %)
- Partie à céder à la commune de St Florentin : 40 000 € (+/- 10 %)

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant les délibérations n° 51/2021, 52/2021 et 53/2021 du 31 mars 2021 relatives à la requalification, son financement et à la fixation des conditions de cession de l'ensemble réhabilité
- ⇒ Considérant la conclusion des opérations de requalification

- ⇒ Considérant la nécessité de procéder à la cession des 2 ensembles immobiliers selon les conditions fixes au printemps 2021
- ⇒ Considérant les avis des domaines pour les parcelles à céder à savoir 530 000 € pour la parcelle de 7 588 m<sup>2</sup> et 40 000 € pour la parcelle de 2 571 m<sup>2</sup>

Il vous est proposé :

- De céder à la société BC Entreprise ou à toute société s'y substituant un ensemble immobilier requalifié comportant un terrain et un bâtiment à vocation économique composé de bureaux et d'une partie atelier le tout pour une surface apparente de 7 588 m<sup>2</sup> et cadastré :

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
ZK	12 P	Rue Claude SIMONNOT	75 a 88 ca

Eu égard aux conditions particulière de cette opération, fortement subventionnée et conforme au budget prévisionnel, il vous est proposé de passer outre l'avis des services fiscaux en confirmant le prix global de 510 000 € HT (cinq cent dix mille euros hors taxes)

- De céder à la commune de Saint Florentin un terrain libre de toute construction, cadastré :

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
ZK	12 P	Rue Claude SIMONNOT	25 a 71 ca

Eu égard aux conditions particulière de cette opération, fortement subventionnée et conforme au budget prévisionnel, il vous est proposé de passer outre l'avis des services fiscaux en confirmant le prix global de 45 000 € HT (quarante-cinq mille euros hors taxes)

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **CEDE** à la société BC Entreprise ou à toute société s'y substituant un ensemble immobilier requalifié comportant un terrain et un bâtiment à vocation économique composé de bureaux et d'une partie atelier le tout pour une surface de 7 588 m<sup>2</sup> et cadastré :

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
ZK	12 P	Rue Claude SIMONNOT	75 a 88 ca

Eu égard aux conditions particulière de cette opération, fortement subventionnée et conforme au budget prévisionnel, **PASSE OUTRE** l'avis des services fiscaux en confirmant le prix global de 510 000 € HT (cinq cent dix mille euros hors taxes)

- **CEDE** à la commune de Saint Florentin un terrain libre de toute construction, cadastré :

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
ZK	12 P	Rue Claude SIMONNOT	25 a 71 ca

Eu égard aux conditions particulière de cette opération, fortement subventionnée et conforme au budget prévisionnel, **PASSE OUTRE** l'avis des services fiscaux en confirmant le prix global de 45 000 € HT (quarante-cinq mille euros hors taxes)

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération dont la signature des actes de cession conformément au plan joint en annexe.



GÉOMÈTRE-EXPERT  
GARANT D'UN CADRE EN VUE DURABLE

Légende:



Lot 1 : Terrain non bâti vendu à la commune  
Superficie indicative : 2571m<sup>2</sup>

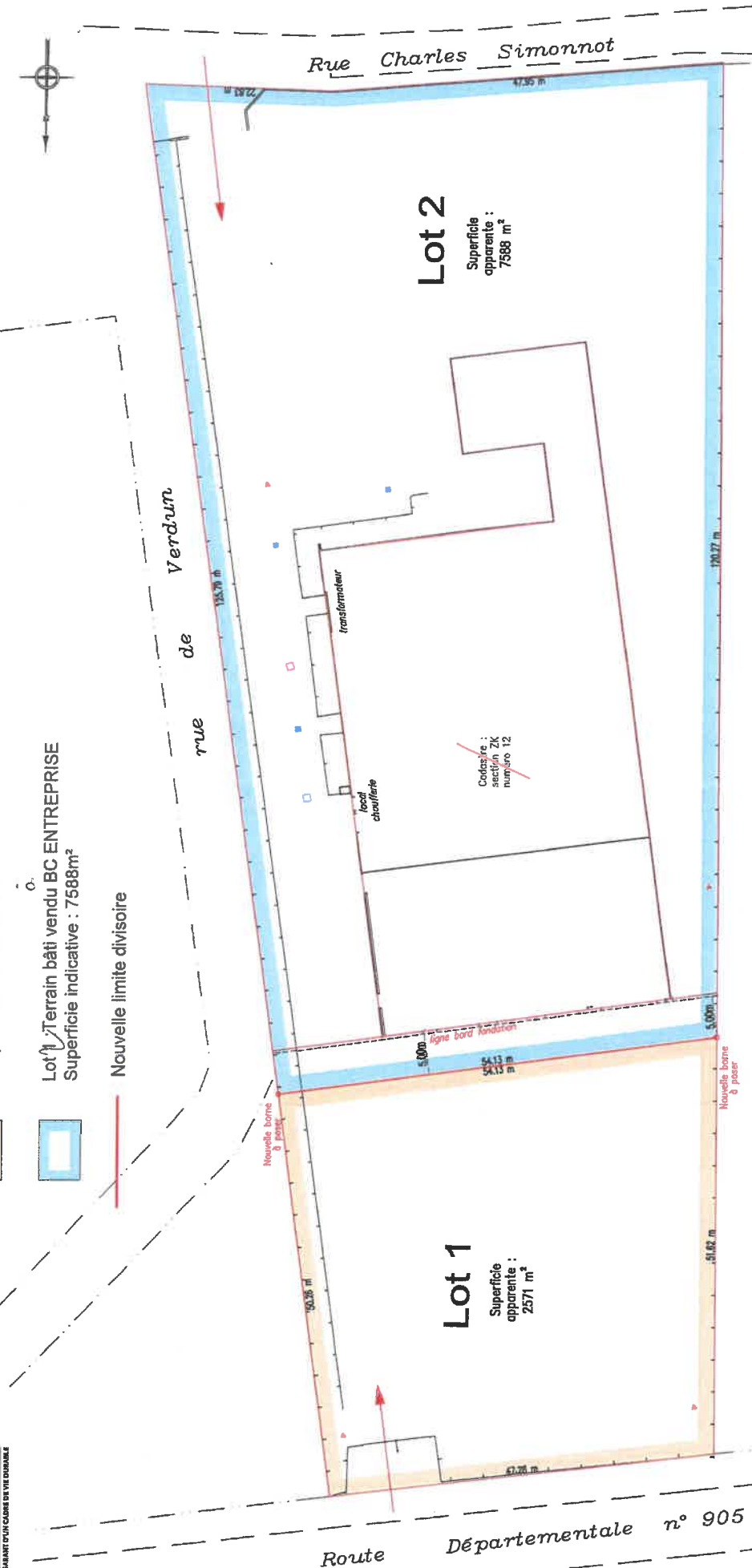


Lot 1/1 : Terrain bâti vendu BC ENTREPRISE  
Superficie indicative : 7588m<sup>2</sup>

Nouvelle limite divisoire



flèche nord indicative



Lot 2

Superficie  
apparente :  
7588 m<sup>2</sup>

Lot 1

Superficie  
apparente :  
2571 m<sup>2</sup>

Route Départementale n° 905

Rue Charles Simonnot

rue de Verdun

transformateur

local  
chauffière

Cadastre :  
section ZK  
numéro 12

Validation du projet de division

Fait à :

le :

Signature :

(nécessaire de la mention "bon pour accord")

Cadastre :  
section ZK  
numéro 67

Notes : L'application des limites correspond à l'état des lieux et à la répartition cadastrale.  
- Les limites de propriétés doivent être contradictoirement délimitées avec les propriétaires riverains lors d'un bornage amiable contradictoire.  
- Les alignements des rues adjacentes doivent faire l'objet d'une demande d'arrêté d'alignement délivré par la commune.  
- Les limites, les conditions et les surfaces au bord des voiries sont indiquées en gras.

Fichier : SAUVISSIERS/02/22/20807 - SAINT-FLORENTIN - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SEREN ET ARMANC/Division/220807.dwg

SAINT FLORENTIN (89600) - RD n° 905

PROJET DE DIVISION

CADASTRE : (application cadastrale)

• Section ZK n° 12

Propriété de la CCSA

ÉCHELLE : 1/500

DOSSIER : 220807

• NOTA : Système de coordonnées en projection RGF 93 Zone 7 (CC48)  
Altimétrie établie dans le système approché NGF

08/2022



GÉOMÈTRES-EXPERTS

DELEIGNE ET ASSOCIÉS

Nelly DELEIGNE

1, rue Paul Berc

89100 VILLENEUVE-CACHÉREQUE

03 80 44 80 08

Couleur : jaune-bleu-vert-rouge-rose-vert

Jean-Louis DELEIGNE

48, rue de l'Inde de ville

89600 SAINT-FLORENTIN

03 80 44 80 08

Couleur : jaune-bleu-vert-rouge-rose-vert

**Direction Générale Des Finances Publiques**

Le 10/08/2022

**Direction régionale des Finances Publiques de  
Bourgogne Franche-Comté et du département de  
la Côte d'Or**

Pôle d'évaluation domaniale

16 Rue Jean Renaud

21000 DIJON

courriel : [drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)Le Directeur régional des Finances publiques  
de Bourgogne Franche-Comté et du  
département de la Côte d'Or

à

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET

téléphone : 06 19 02 00 82

courriel : [drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Réf. DS: 9336746

Réf OSE : 2022-89345-54804

CC SEREIN ET ARMANCE

A L'ATTENTION DE M BOURSAULT

37 AV DU GÉNÉRAL LECLERC

89600 SAINT FLORENTIN

**AVIS DE VALEUR VÉNALE****Désignation du bien :**

Bâtiment industriel

**Adresse du bien :**

1 Rue Claude Simonnot 89600 SAINT FLORENTIN

**Valeur vénale :****530 000 € HT et hors droits d'enregistrement**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

CC SEREIN ET ARMANCE (CCSA)

Affaire suivie par : Emmanuel BOURSAULT

## 2 - DATE

de consultation : 11/07/2022

de réception : 11/07/2022

de visite : néant

de dossier en état : 11/07/2022

## 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession à une entreprise d'un bâtiment industriel ayant fait l'objet d'une réhabilitation

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : ZK 12 (10211 m<sup>2</sup>) – cession d'environ 7300 m<sup>2</sup>

Description du bien :

Bâtiment industriel réhabilité et composé comme suit :

- partie bureaux et locaux sociaux : **837,10 m<sup>2</sup>**

12 bureaux, studio, salle informatique, sanitaires, salle de réunion, salle d'archives, locaux techniques, kitchenette, réfectoire

- partie ateliers : **1512 m<sup>2</sup>**

5 ateliers délimités, vestiaires, locaux techniques

Surface utile : **2350 m<sup>2</sup>**

Extérieurs : parking et espaces verts

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : CCSA

Situation d'occupation : biens libres d'occupation.

## 6 - URBANISME – RÉSEAUX

Bien situé en zone UEa au PLU en vigueur. Il s'agit d'une zone uniquement destinée aux constructions à usage d'activité (industrie, artisanat, commerce,... ) où les capacités des équipements publics existants ou en cours permettent de les admettre immédiatement. Le secteur indicé a est réservé à des activités peu nuisantes. Desserte en VRD assurée

## 7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

## 8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu des caractéristiques du bien, de son emplacement, de l'opération, et des données récentes du marché immobilier local, la valeur vénale est estimée à **530 000 € HT et hors droits d'enregistrement**. Marge d'appréciation : 10 %

## **9 - DURÉE DE VALIDITÉ**

La validité du présent avis est de 12 mois

## **10 - OBSERVATIONS**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Pour le Directeur régional des Finances publiques de  
Bourgogne – Franche-Comté et du département de  
la Côte d'Or et par délégation,



Valérie HENRY

Administratrice des Finances publiques adjointe,  
Responsable du Pôle évaluation domaniale



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction Générale Des Finances Publiques**

Le 10/08/2022

**Direction régionale des Finances Publiques de  
Bourgogne Franche-Comté et du département de  
la Côte d'Or**

Pôle d'évaluation domaniale

16 Rue Jean Renaud

21000 DIJON

courriel : [drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques  
de Bourgogne Franche-Comté et du  
département de la Côte d'Or

à

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET

téléphone : 06 19 02 00 82

courriel : [drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Réf. DS: 9340932

Réf OSE : 2022-89345-54803

CC SEREIN ET ARMANCE

A L'ATTENTION DE M BOURSALT

37 AV DU GÉNÉRAL LECLERC

89600 SAINT FLORENTIN

## AVIS DE VALEUR VÉNALE

<b>Désignation du bien :</b>	Terrain industriel
<b>Adresse du bien :</b>	1 Rue Claude Simonnot 89600 SAINT FLORENTIN
<b>Valeur vénale :</b>	40 000 € HT et hors droits d'enregistrement

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

## **1 - SERVICE CONSULTANT**

CC SEREIN ET ARMANCE (CCSA)

Affaire suivie par : Emmanuel BOURSAULT

## **2 - DATE**

de consultation : 11/07/2022

de réception : 11/07/2022

de visite : néant

de dossier en état : 11/07/2022

## **3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ**

Cession à la commune de Saint Florentin d'une parcelle de terrain industriel après démolition du bâti et dépollution

## **4 - DESCRIPTION DU BIEN**

Références cadastrales : ZK 12 (10211 m<sup>2</sup>) – cession de 2870 m<sup>2</sup>

Description du bien :

Terrain à bâtir en zone industrielle, bien desservi et bénéficiant d'une bonne visibilité, de relief plan et de configuration régulière, sur un ancien site industriel dont le bâti a été démoli.

## **5 – SITUATION JURIDIQUE**

Propriétaire : CCSA

Situation d'occupation : biens libres d'occupation.

## **6 - URBANISME – RÉSEAUX**

Bien situé en zone UEa au PLU en vigueur. Il s'agit d'une zone uniquement destinée aux constructions à usage d'activité (industrie, artisanat, commerce,... ) où les capacités des équipements publics existants ou en cours permettent de les admettre immédiatement. Le secteur indicé a est réservé à des activités peu nuisantes. Desserte en VRD assurée

## **7 - DATE DE RÉFÉRENCE**

Sans objet

## **8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu des caractéristiques du bien, de son emplacement, de l'opération, et des données récentes du marché immobilier local, la valeur vénale est estimée à **40 000 € HT et hors droits d'enregistrement**. Marge d'appréciation : 15 %



## **9 - DURÉE DE VALIDITÉ**

La validité du présent avis est de 12 mois

## **10 - OBSERVATIONS**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Pour le Directeur régional des Finances publiques  
et par délégation,



Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET, Inspectrice des  
Finances publiques, Évaluatrice

## Proposition de délibération n° 73 / 2022

**Objet :****ENVIRONNEMENT****DECHETS****RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DECHETS  
ANNEE 2021****Visa :**

Vu l'article L2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la compétence déchets ;

Vu les articles D.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux obligations d'établissement d'un rapport sur le prix et la qualité de service ;

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;

Vu le Rapport sur le prix et la qualité de service pour la période 2021.

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre du suivi des activités liées au service public DECHETS, il est établi chaque année un rapport sur le prix et la qualité de service (RPQS). Celui-ci décrit notamment les collectes, collectes sélectives, traitement des déchets ménagers et assimilés, ainsi que les bilans comptables et financiers. Il regroupe les informations relatives aux 29 communes.

L'intérêt d'un tel outil étant de pouvoir mesurer l'évolution du fonctionnement du service. Il est établi sur une base comparative sur les 3 derniers exercices.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant l'obligation faite à notre établissement d'établir chaque année un rapport sur le prix et la qualité de service DECHETS,
- ⇒ Considérant le rapport présenté pour l'année 2021,

Il est proposé de :

- D'adopter le rapport sur le prix et la qualité de service DECHETS pour l'année 2021.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité de service DECHETS pour l'année 2021.



**Serein et  
Armance**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# RAPPORT ANNUEL 2021

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ  
DU SERVICE PUBLIC  
D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS



## PRÉAMBULE

D'après le code général des collectivités territoriales (articles D2224-1 et suivants), modifié par le décret n°2015-1827, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ».

Ce rapport annuel vise un double objectif :

- rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet ;
- permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Ce rapport est aussi un élément illustrant l'intégration de la politique « déchets » dans la politique « développement durable » de la collectivité, et peut permettre d'optimiser le fonctionnement et le coût du service de prévention et de gestion des déchets à travers le développement et le suivi d'indicateurs techniques et financiers.

## SOMMAIRE



### PRÉSENTATION

- La compétence déchets p. 4



### LA COLLECTE

- Généralités et organisation p. 5 - 6
- Collecte en porte à porte p. 7
- Collecte en déchèterie p. 8 - 9 - 10
- Collecte en PAV p. 11
- Localisation des équipements p. 12



### LE TRAITEMENT

- Indicateurs de traitement p. 13
- De la collecte à la valorisation p. 14 - 15



### LA PRÉVENTION

- Actions du SDCY p. 16
- Actions de la CCSA p. 17 - 18



### LES MOYENS FINANCIERS

- Les sources de coût p. 19 - 20
- Analyse financière globale p. 21

## L'ÉDITO DU PRÉSIDENT



La compétence collecte et traitement des déchets est aujourd'hui le principal poste de dépenses de fonctionnement pour notre établissement.

C'est également le service le plus visible pour les habitants de notre territoire : collecte des déchets en porte à porte, dépôts en déchèterie ou points d'apport volontaire.

L'année 2021, moins impactée que la précédente par les mesures sanitaires, aurait dû être celle d'un retour à la situation antérieure.

L'examen des résultats de l'année ne reflète pas vraiment ce phénomène avec une augmentation importante du volume global de déchets collecté de plus de 11 % liée notamment à la forte croissance des déchets verts déposés en déchèterie (34 %).

En parallèle, nous voyons notre performance dégradée en matière de tri en porte à porte avec un pourcentage plus important de déchets envoyés en enfouissement sans que les refus de tri augmentent.

Pour mémoire, les déchets traités par enfouissement sont taxés et le seront de plus en plus fortement au fil des années au travers de la Taxe générale sur les activités polluantes. Nous devons donc mettre l'accent sur la réduction des volumes à enfouir.

D'ores et déjà, nous étudions des possibilités de nouvelles filières afin de mieux valoriser les déchets apportés en déchèterie, car c'est un non-sens que d'enfouir des objets qui pourraient être recyclés ou réutilisés après réparation.

À l'automne 2022, c'est cette philosophie qui va animer la relance des marchés de prestation concernant les déchets, ainsi que la réorganisation des déchèteries, avec notamment la mise en place d'espaces de réemploi.

De la même manière, il sera nécessaire d'anticiper l'obligation qui nous sera faite en 2024 de trier à la source les bio déchets, en développant des solutions au plus proche des habitants.

Quelles nouvelles pistes pour réduire nos déchets ? Quelles stratégies pour inciter au changement d'habitude ?

Autant de questions auxquelles nous devons répondre collectivement.

Yves DELOT  
Président de la Communauté  
de communes Serein et Armanche





# PRÉSENTATION

## LA COMPÉTENCE DÉCHETS

En vertu de ses statuts, la Communauté de communes Serein et Armance exerce au titre de la "collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés" :

- » La collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés.
- » La création et la gestion de déchèterie des déchets ménagers et assimilés.
- » L'aménagement et la gestion des points d'apport volontaire.
- » L'étude et la mise en œuvre de toute action visant à réduire, recycler ou traiter les déchets ménagers et assimilés.

Cette compétence représente un poste important du budget de fonctionnement de la collectivité. Chaque année, pour assurer le bon fonctionnement du service, la CCSA mobilise de nombreux moyens aussi bien humains que techniques (entretien des matériels et autres installations liées à la collecte).

L'instance de gouvernance de cette compétence, au-delà du conseil communautaire est la commission composée de :

- BAILLET Patrice, maire de Lasson
- DELAGNEAU Dominique, maire de Hauterive
- LEPRUN Jean-Louis, maire de Mercy
- ETIENNE Roselyne, conseillère de Saint-Florentin
- FERRAG Kamel, maire de Villier-Vineux
- SEUVRE Chantal, conseillère de Saint-Florentin
- BUCINA Murielle, maire de Paroy-en-Othe
- RAMON Patrice, maire de Neuvy-Sautour
- BOUROTTE Flavie, maire de Beaumont
- MATIVET Emmanuel, maire d'Esnon
- DELAGNEAU Jean-Luc, maire de Bellechaume
- BIOT Patrick, conseiller de Saint-Florentin
- TIRARD Philippe, conseiller de Saint-Florentin

## PRINCIPALES DÉCISIONS

Pas de modifications de fond quant à la gestion des déchets en 2021... On relève que le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'a pas été augmenté en 2021.

Par ailleurs, en février 2021, afin de s'assurer de bonnes conditions de collecte et de valorisation, notre établissement a renouvelé ses partenariats avec OCAD5E et ECO Système pour les lampes et les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). De la même manière, en mai 2021, nous avons conventionné avec ECO TLC et PRINTERREA pour la collecte des cartouches d'encre. Enfin, en décembre 2021, nous avons reconduit notre partenariat avec CITEO, principal partenaire de notre établissement pour les emballages ménagers et les papiers graphites.

En parallèle, suite au déploiement des nouvelles cartes de déchèteries, et après constatation de certains dysfonctionnements des espaces de collectes de déchets verts, le règlement des déchèteries a été modifié en juillet 2021.

# LA COLLECTE

La collecte des DMA (déchets ménagers et assimilés) comprend la collecte en porte à porte des ordures ménagères et des déchets issus du tri, et celle des déchets déposés dans les trois déchèteries et sur les points d'apport volontaire.

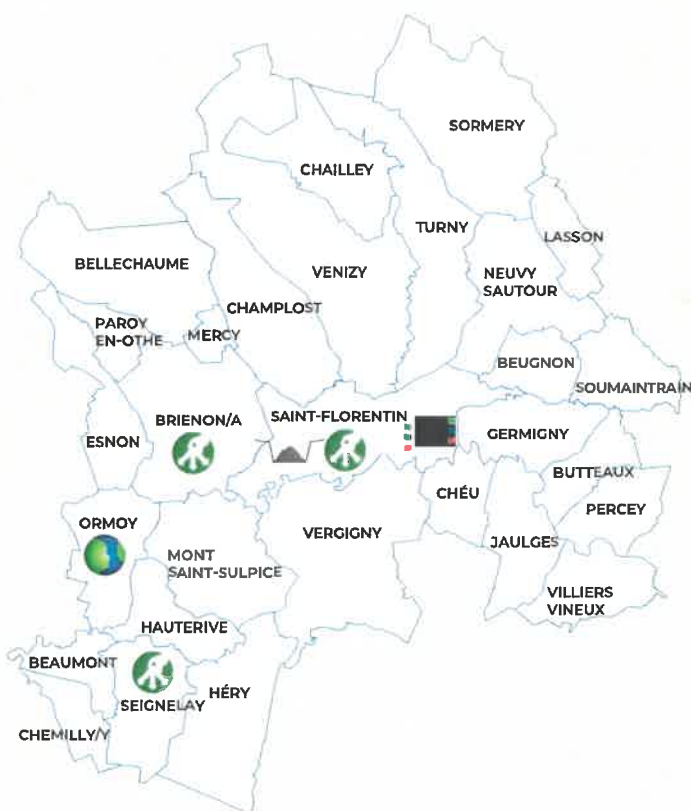
15 178  
tonnes  
en 2018

15 390  
tonnes  
en 2019

16 520  
tonnes  
en 2020

**18 383 tonnes**  
traitées en 2021

**23 930 habitants** (INSEE 2019) | **768 kg/an/hab**



**254 kg/hab**  
en porte à porte


**473 kg/hab**  
en déchèterie



 Centre de tri Coved

 ISDND

 Déchèterie



 Siège administratif  
37 avenue du Général  
Leclerc  
89600 SAINT-FLORENTIN

 Centre technique  
29 rue Jean Moulin  
ZI Les Galettes  
89600 SAINT-FLORENTIN



**41 kg/hab**  
en PAV  
(localisation en p. 15)



## DISPOSITIFS DE COLLECTE

						
<b>23</b> circuits de collecte	<b>2</b> bennes COVED	<b>3</b> bennes CCSA	<b>3</b> déchèteries	<b>97</b> containers à verre	<b>20</b> containers à textile	<b>34</b> abris-bacs

## PLANNING DES COLLECTES EN PORTE À PORTE

La fréquence des collectes varie en fonction de la densité de l'habitat.

À noter : la CCSA ne fournit plus de poubelles depuis 2018. Elles sont à la charge des habitants et doivent être certifiées NF. Les sacs jaunes sont disponibles dans les mairies.

	collecte chaque semaine	collecte semaine impaire	collecte semaine paire
COMMUNE			
AVROLLES FRÉVAUX	mardi	vendredi	
BEAUMONT - HÉRY	lundi	vendredi	
BELLECHAUME - ESNON MERCY PAROY-EN-OTHE	vendredi	mardi	
BEUGNON - GERMIGNY SOUMAINTRAIN	vendredi	mercredi	
BLIGNY-EN-OTHE	mercredi	lundi	
BRIENON/A EXTÉRIEUR	mercredi	lundi	
BRIENON/A CENTRE + COLLECTIFS	mercredi	lundi	
CHAMPLANDRY LES DRILLONS - LES BUISSONS	mardi	mercredi	
BUTTEAUX	jeudi	mercredi	
CHAILLEY - TURNY	jeudi	vendredi	
CHAMPLOST - VENIZY	mercredi	lundi	
CHEMILLY/YONNE	lundi	lundi	
CHÉU	vendredi	mardi	
HAUTERIVE	lundi	jeudi	
JAULGES - PERCEY VILLIERS-VINEUX	jeudi	mardi	
LASSON - SORMERY	jeudi	mercredi	
MONT-SAINT-SULPICE	lundi	lundi	
NEUVY-SAUTOUR	jeudi	mercredi	
ORMOY	vendredi	vendredi	
SAINT-FLORENTIN EXTÉRIEUR	mardi	jeudi	
SAINT-FLORENTIN CENTRE + COLLECTIFS	mardi et vendredi	jeudi	
SEIGNELAY	lundi	vendredi	
VERGIGNY	mercredi	jeudi	

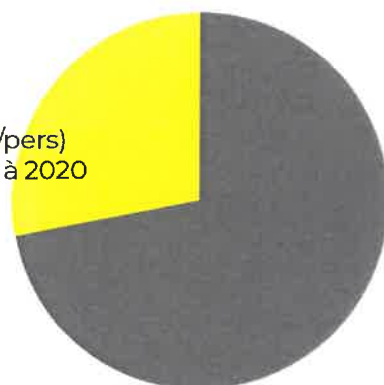


## COLLECTE EN PORTE À PORTE

### TONNAGE 2021

#### SACS JAUNES

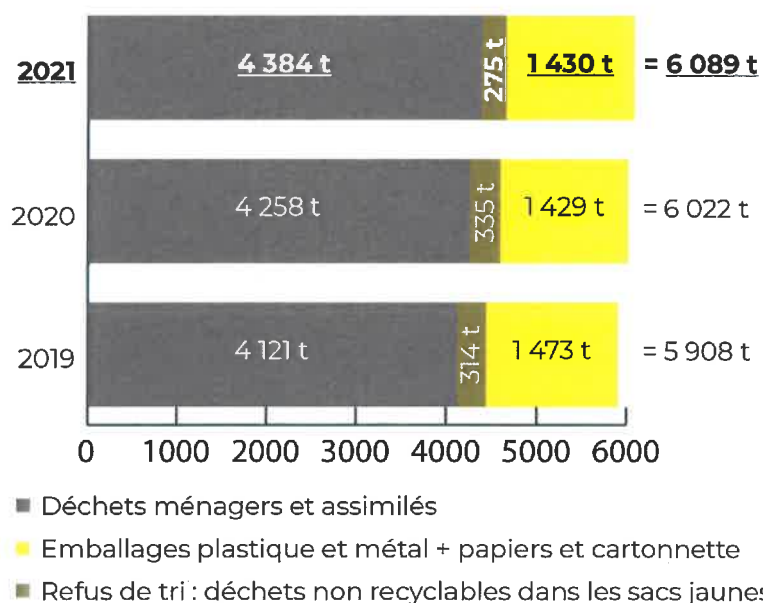
1705 tonnes (71 kg/pers)  
- 3,5 % par rapport à 2020



#### SACS NOIRS

4384 tonnes (183 kg/pers)  
+ 3 % par rapport à 2020

### ÉVOLUTION DES TONNAGES



REFUS DE TRI : verre, textile, DEEE et ordures ménagères représentent une part des refus. Pour réduire leur présence dans les sacs jaunes, la vigilance lors de la collecte peut être accentuée.

Il est plus difficile d'agir sur d'autres indésirables... comme ces déchets plastiques non recyclables qui font partie intégrante de la vie des consommateurs et sont «logiquement» jetés dans les sacs jaunes : vaisselle en plastique, emballage souples dit « craquants » (ex : paquet de chips), bouteille de lait en PET opaque, couvercle souple des blisters (comme l'opercule des barquettes de jambon).

# COLLECTE EN DÉCHÈTERIE

## FONCTIONNEMENT DES SITES

Une carte d'accès est délivrée gratuitement au siège de la Communauté de communes à Saint-Florentin. Les dépôts sont effectués par les particuliers et professionnels associés aux particuliers dans les trois déchèteries du territoire.

### BRIENON/ARMANÇON

Lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi  
► 10:00 - 12:00 / 14:00 - 17:00 (18:00 en été)  
Fermée les jours fériés.

### SEIGNELAY

Lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi  
► 10:00 - 12:00 / 14:00 - 17:00 (18:00 en été)  
Fermée les jours fériés.

Ces deux déchèteries sont gérées par la société Coved avec deux salariés (représentant 1,5 ETP).

### SAINT-FLORENTIN

Du lundi au vendredi ► 10:00 - 12:00 / 14:00 - 17:00 (18:00 en été)

Samedi ► 09:00 - 12:00 / 14:00 - 17:00 (18:00 en été)

Fermée les jours fériés.

La déchèterie est gérée par la Communauté de communes avec deux gardiens à temps plein et un agent à temps partiel employé via une structure intérimaire d'insertion.

À noter : en cas d'alerte canicule diffusée par Météo France, les horaires changent

► 07:00 - 14:00.

## DÉCHETS ACCEPTÉS



MOBILIER



TOUT-VENANT



DÉCHETS  
VERTS



DÉBLAIS  
GRAVATS



BOIS



MÉTAUX  
FERRAILLE



ÉLECTRO-  
MÉNAGER /  
ÉCRANS (DEEE)



CARTONS  
BRUNS



CAPSULES  
NESPRESSO



PRODUITS  
DANGEREUX  
(DDS)



HUILES  
DE FRIURE



HUILES  
DE VIDANGE



PILES



LAMPES



CARTOUCHES  
ENCRE



RADIO-  
GRAPHIES



BATTERIES



PNEUS  
VL

## FRÉQUENTATION DES DÉCHÈTERIES



BRIENON/A



SEIGNELAY

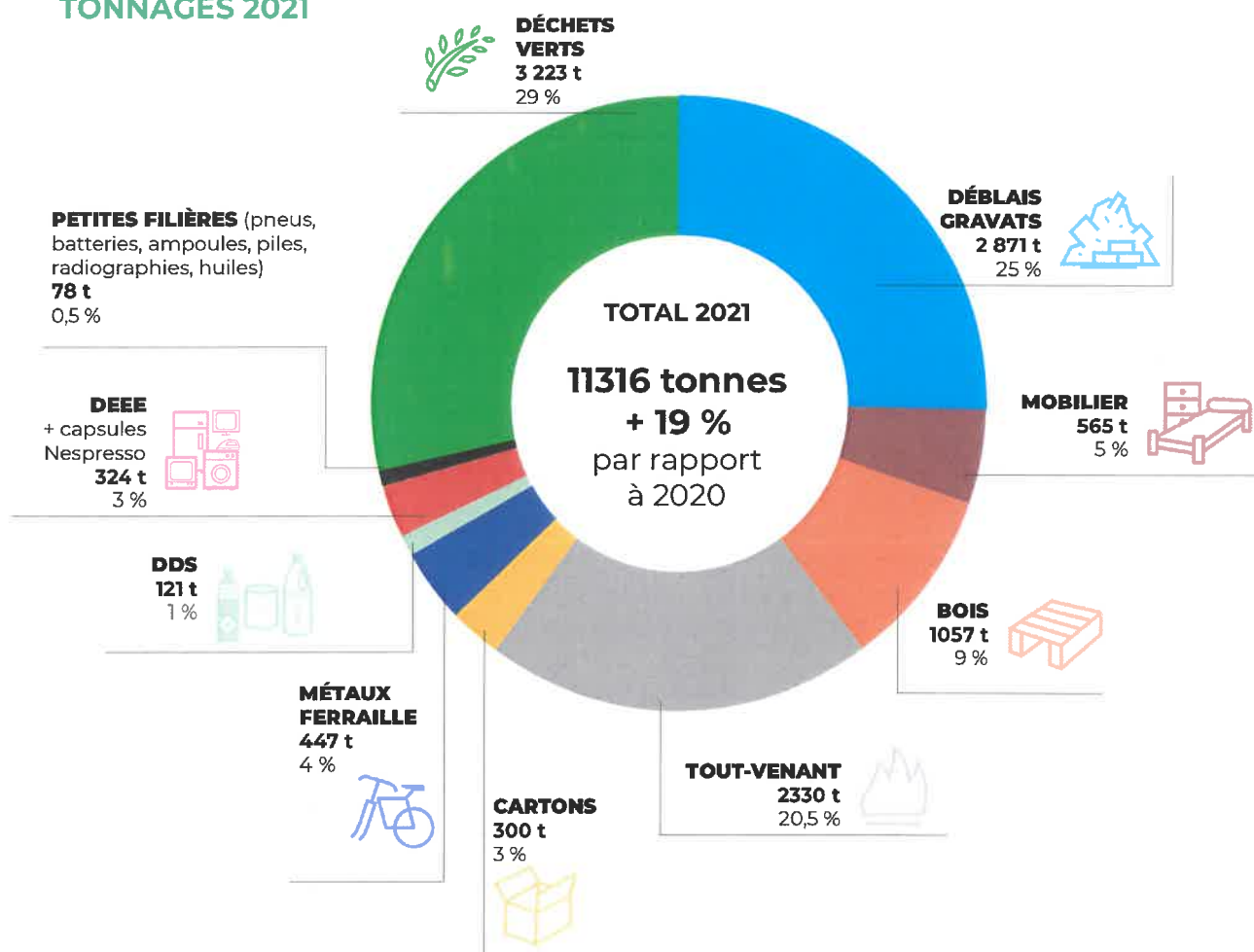
	BRIENON/A			SAINT-FLORENTIN			SEIGNELAY		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Janvier	62		499	1657	1919	1028	785	932	829
Février	739	309	623	2227	1965	1449	1258	916	1087
Mars	919	294	958	2534	1190	2307	1465	51*	1597
Avril	1082	690	1093	2893	1452	2790	1622	*	1747
Mai	147	1222	1069	3032	2676	2435	1280	*	1727
Juin	*	1138	1259	2950	3504	3059	1513	*	1989
Juil.	*	900	1320	3552	3297	3736	1718	*	2180
Août	*	824	1439	3665	3205	3943	1772	*	989
Septembre	*	889	1105	2987	2892	2574	1506	*	*
Octobre	*	789	1085	2914	2586	294*	1459	3*	*
Novembre	*	703	690	2411	1344	394*	615*	2*	*
Décembre	*	521	578	1911	1114	1428	429*	841	*
TOTAL	2949	8279	11718	32733	27144	25437	15422	2745	12145

\* Des dysfonctionnements du système informatique et des outils de suivi des visiteurs ont empêché ou perturbé l'enregistrement des fréquentations.

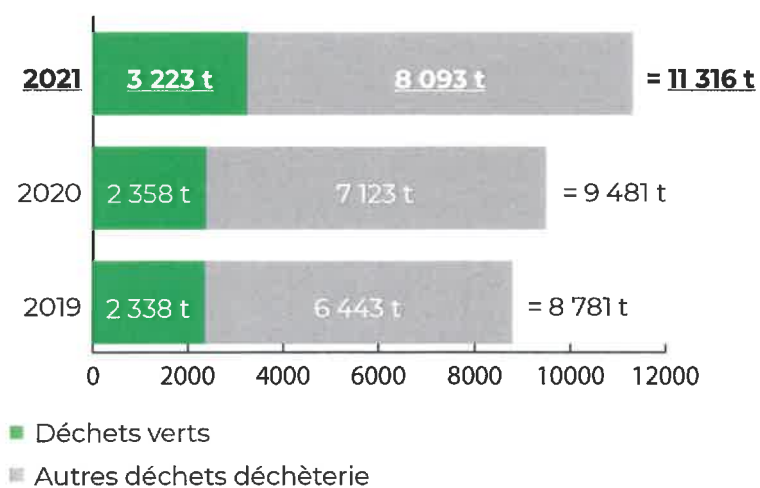


SAINT-FLORENTIN

## TONNAGES 2021



## ÉVOLUTION DES TONNAGES



## COLLECTE EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE

### LE VERRE



#### 97 BORNES

La collecte du verre est assurée toutes les deux semaines par la société Gachon, située à Créancey (21).

Les services communautaires vérifient l'état des installations, procèdent au nettoyage des abords et surveillent la situation de saturation des bacs.

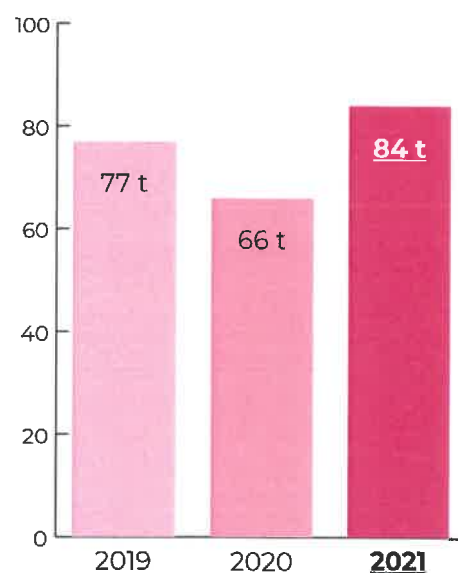
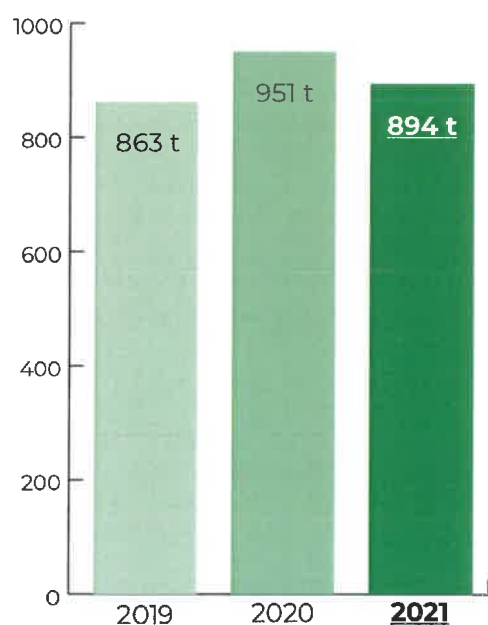
### LE TEXTILE



#### 20 BORNES

La structure Le Relais fournit les containers et se charge de la collecte et de la valorisation des textiles déposés. Cette prestation est réalisée gracieusement par Le Relais et la CCSA ne perçoit pas de rémunération lors de la valorisation de ces textiles.

### ÉVOLUTION DES TONNAGES



# LOCALISATION DES ÉQUIPEMENTS

VERRE ● VÊTEMENTS ● ABRIS-BACS ●

COMMUNES	EMPLACEMENTS
BEAUMONT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lavoir (rue des Ponts) ●●</li> <li>Rue de l'Égalité ●</li> </ul>
BELLECHAUME	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parking salle des fêtes ●●●●</li> <li>Rue du Professeur Ramon ●</li> </ul>
BEUGNON	<ul style="list-style-type: none"> <li>Place de la Mairie ●</li> </ul>
BRIENON/ ARMANCON	<ul style="list-style-type: none"> <li>Angle Grande Rue et Bld Delattre de Tassigny ●</li> <li>Angle rue de la Foire aux Chevaux ●</li> <li>Route de Joigny ●●</li> <li>Rue Delattre ●</li> <li>Rue du M<sup>chal</sup> Leclerc ●</li> <li>Pétanque ●</li> <li>Rue du Stade ●●</li> <li>Place Émile Drominy ●●●</li> <li>Place Émile Blondeau ●</li> <li>Rue de la Gare ●</li> <li>Rue Bouribault ●</li> <li>Rue des Écluses ●●●●●●●</li> <li>Rue du 11 Novembre ●●●●●●●</li> <li>Cimetière ●●</li> <li>Rue Simon Legouge ●</li> <li>Parking école St Loup ●</li> <li>Déchèterie, route du Boutoir ●●●</li> <li>+ BLIGNY-EN-OTHE (chemin de l'église) ●</li> </ul>
BUTTEAUX	<ul style="list-style-type: none"> <li>Place de l'église ●</li> <li>+ LA CHAUSSEE ●</li> </ul>
CHAILLEY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Angle Rue Neuve et Rue des Fossés ●</li> <li>+ VAUDEVANNE (Angle Bas Fonds et Parc du Chêne) ●</li> </ul>
CHAMPLOST	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue André Priou ●●●●</li> <li>+ VACHY (Rue du Lavoir) ●</li> <li>+ CHATTON (Rue d'Avrolles) ●●</li> </ul>
CHEMILLY/ YONNE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue du Stade ●</li> <li>+ LES CHAUMES (Rue Colbert) ●</li> </ul>
CHÉU	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aérodrome (à l'entrée) ●</li> <li>Parking vers la salle des fêtes ●●</li> </ul>
ESNON	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sur la place, rue des Saules ●●</li> <li>Rue de la planche - Rue du Port ●</li> <li>Parking salle des fêtes, rue des Buchottes ●</li> <li>Route d'Ormy - Impasse des Vergers ●</li> <li>+ VORVIGNY (rue de la Forêt) ●</li> </ul>
GERMIGNY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue de Chaumont, vers l'étang ●</li> <li>Salle des fêtes ●●</li> <li>+ VIEUX-CHAMPS (sur la place) ●</li> </ul>
HAUTERIVE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue de l'Église ●●</li> <li>Place de la Mairie ●</li> <li>+ CHICHY (Grande Rue) ●</li> </ul>
HÉRY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chemin de Chablis ●●</li> <li>Chemin des Créaux ●</li> <li>Rue du Bois ●●</li> <li>Rue Shilbootle ●●</li> <li>+ LES BAUDIERES (Rue Neuve) ●</li> </ul>
JAULGES	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parking vers la salle des Fêtes ●</li> </ul>

COMMUNES	EMPLACEMENTS
LASSON	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chemin du cimetière ●</li> </ul>
MERCY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lavoir, rue de la Côte Sainte Anne ●</li> </ul>
MONT- ST-SULPICE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue du Puits de la Chèvre ●</li> <li>Rue du Château d'Eau ●●●</li> <li>+ LES RÉGNIERS (Parking du Stade) ●</li> </ul>
NEUVY-SAUTOUR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ancienne route nationale ●●●●</li> </ul>
ORMOY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue Serge Moreau ●●●●</li> <li>Rue Saint-Vincent ●</li> <li>+ MALMAISON (Rue Jean Bizet) ●</li> </ul>
PERCEY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pont de Bault, rue de la Croix St Jacques ●</li> </ul>
SAINT FLORENTIN	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parking des Plantes, rue du Maréchal Juin ●●</li> <li>Parking du magasin Netto, rue J. Lancôme ●●</li> <li>Avenue de l'Europe, vers place Ravel ●</li> <li>Rue G. Clémenceau (les Petites Conches) ●</li> <li>Parking Amicale des Portugais ●</li> <li>Rue des frères Chignardet (salle Daullé) ●</li> <li>Camping de l'Armançon ●</li> <li>Déchèterie ●●●●●</li> <li>Parking Intermarché ●●●●●●</li> <li>Parking Atac ●</li> <li>Promenade de la Vernée ●</li> <li>Place du port de plaisance ●</li> <li>+ AVROLLES (mairie) ●</li> <li>+ AVROLLES (église) ●</li> <li>+ FRÉVAUX ●</li> <li>+ LES BUISSONS (aire de repos RN 77) ●</li> </ul>
SEIGNELAY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impasse du Tacot ●</li> <li>Les Ouches ●●●</li> <li>Avenue du Thureau ●</li> <li>Rue Alphonse Darlot ●</li> <li>Déchèterie, rue de Briennon / Armançon ●●●●</li> </ul>
SORMERY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue des Courrières, vers la salle des fêtes ●</li> <li>+ FRANCOEUR LES GRANDS CHEMINS ●</li> </ul>
SOUMAINTRAIN	<ul style="list-style-type: none"> <li>Carrefour route d'Ervy et rue de l'Étang ●</li> </ul>
TURNY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chemin de ronde, à côté de la salle des fêtes ●●</li> <li>+ BAS-TURNY (sortie D334) ●</li> <li>+ LE FAYS ●</li> <li>+ LE SAUDURAND ●</li> <li>+ LINANT ●</li> </ul>
VENIZY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parking salle des fêtes ●●●●●</li> <li>+ LES FOURNEAUX, rue de Cuchot ●</li> </ul>
VERGIGNY	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avenue René Villey, quartier de la gare ●</li> <li>Stade ●</li> <li>Cimetière ●</li> <li>+ BOUVILLY (rue de l'église) ●</li> <li>+ REBOURSEAUX (vers la salle des fêtes) ●</li> </ul>
VILLIERS-VINEUX	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rue le Pré Henry ●</li> </ul>

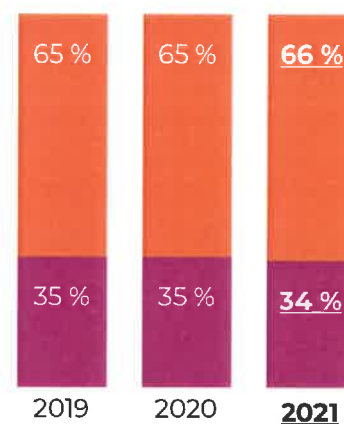


# LE TRAITEMENT

## INDICATEURS DE TRAITEMENT

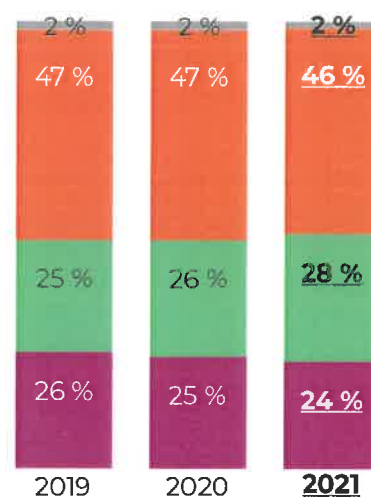
### ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉS

DÉSIGNATION	TRAITEMENT	2019	2020	2021
OM (sacs noirs) et refus de tri	Enfouissement	4 434 t	4 593 t	<b>4 659 t</b>
Textile, sacs jaunes, verre	Recyclage	2 413 t	2 446 t	<b>2 408 t</b>
TOTAL		6 847 t	7 039 t	<b>7 067 t</b>

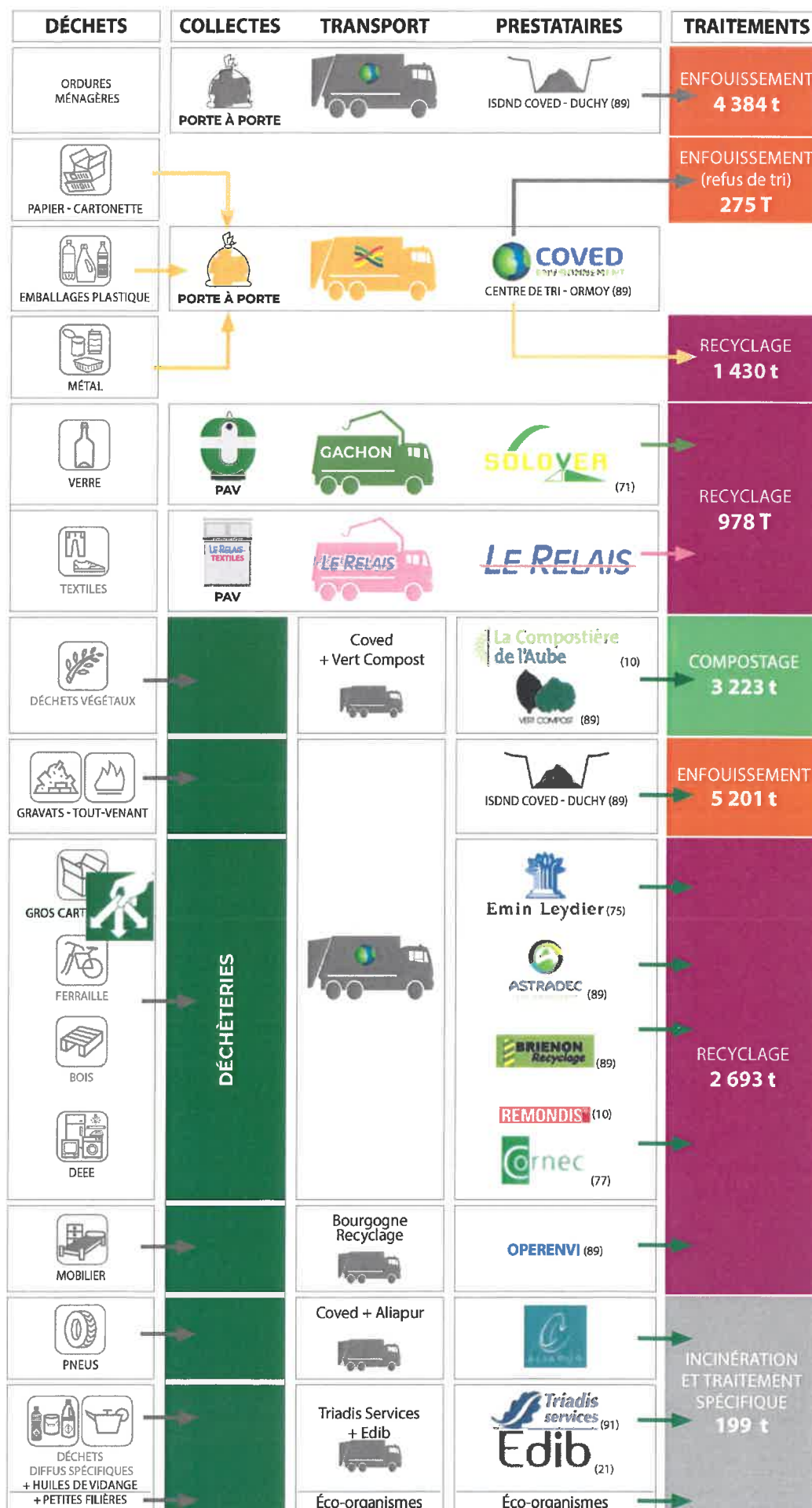


### DÉCHETS ISSUS DES DÉCHÈTERIES

DÉSIGNATION	TRAITEMENT	2019	2020	2021
Déchets dangereux	Incinération	138 t	173 t	<b>199 t</b>
Gravats, encombrants	Enfouissement	4 126 t	4 593 t	<b>5 201 t</b>
Végétaux	Compostage	2 338 t	2 358 t	<b>3 223 t</b>
Carton, ferraille, bois, mobilier, DEEE	Recyclage	2 179 t	2 357 t	<b>2 693 t</b>
TOTAL		8 781 t	9 481 t	<b>11 316 t</b>



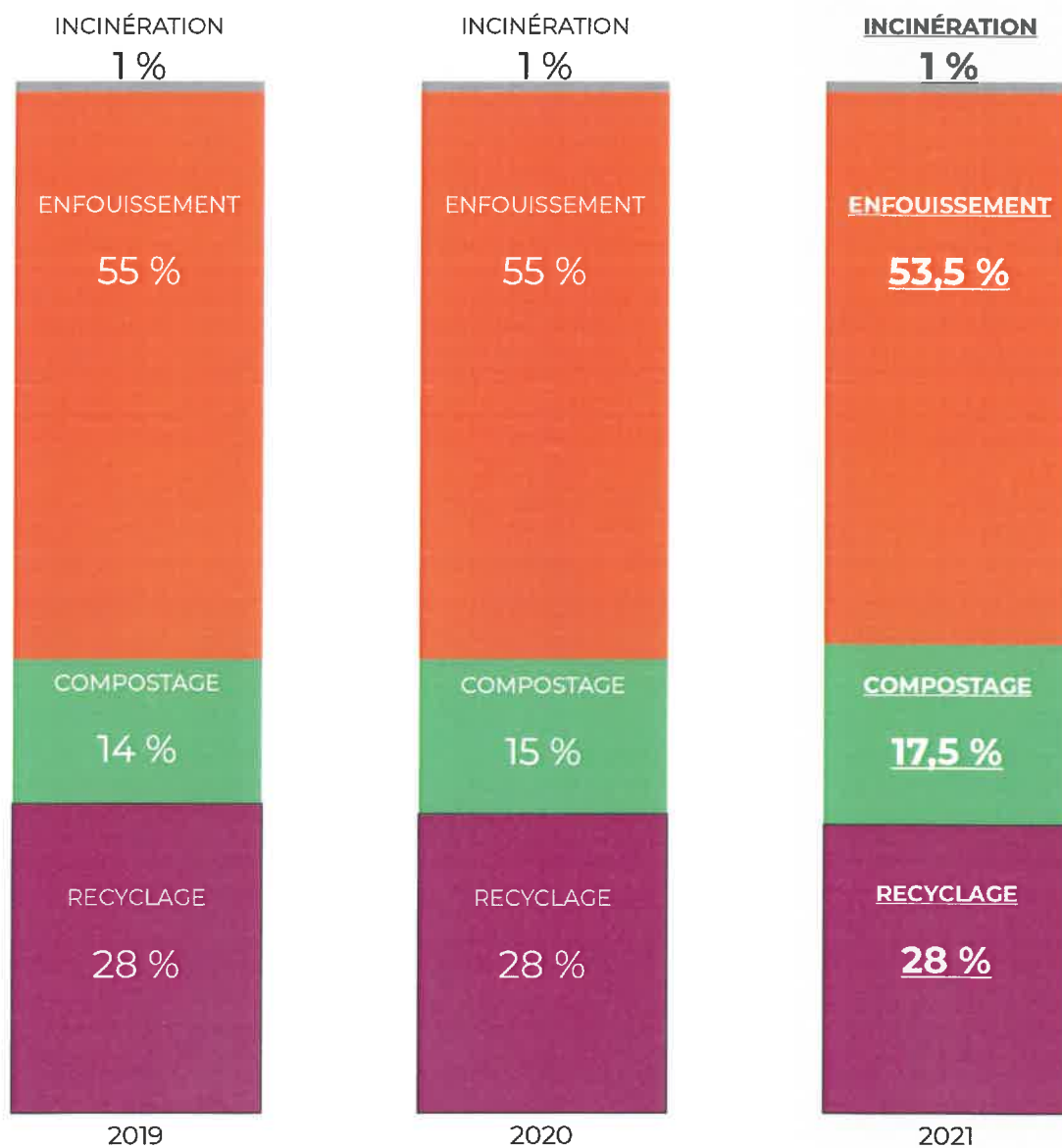
## 2021 : DE LA COLLECTE À LA VALORISATION





## TRAITEMENT DES DÉCHETS TOUS CONFONDUS

En 2021,  
seulement  
**45 %**  
des déchets  
sont  
valorisés



# LA PRÉVENTION

La CCSA s'est associée au Syndicat des Déchets du Centre Yonne (SDCY) qui, pour son compte, mène des actions visant d'une part à la réduction du volume de déchets produits et d'autre part au développement d'actions visant à mieux valoriser les déchets produits.

## LES ACTIONS DU SDCY

### ANIMATIONS 2021

#### Sensibiliser les acteurs à la prévention des déchets :

Dans les établissements scolaires

- 23 mars - Intervention auprès des élèves de grande section de l'école maternelle de Chailley pour expliquer la pratique du compostage.
- 18 juin - animation au collège P.Y Cousteau de Brienon/A « On récolte ce que l'on sème » (notions d'alimentation locale, de saisonnalité et dialogue avec les élèves autour de l'agriculture biologique).

Au Festi'coccinelle

- 8 juillet - « Mangeons mieux, gaspillons moins » (10 ateliers ludiques pour apprendre à manger de manière plus responsable).

À l'Espace Famille Florentinois à Saint-Florentin

- 16 juin - animation « Mangeons-mieux, gaspillons-moins ».
- 4 novembre - atelier de fabrication d'éponges tawashis (avec des textiles usagés).
- 2 décembre - présentation de la technique des fu-roshikis (emballage traditionnel en tissu qui permet d'éviter l'utilisation des emballages cadeaux notamment durant les fêtes de fin d'année).
- 3 décembre - animation à destination des parents, accompagnés de leurs enfants sur le thème de la réduction des déchets.
- 21 décembre - atelier de fabrication de lessive à partir de savon de Marseille et de bicarbonate de soude.

#### Lutter contre le gaspillage alimentaire :

Au restaurant La Guinguette de l'Armanche à Saint-Florentin :

- 31 août : promotion du dispositif «Gourmet Bag» (pour rapporter chez soi ce qui n'est pas terminé dans l'assiette)



#### Encourager la gestion de la proximité des biodéchets :

- 31 mars : installation de bacs et formation de 3 référentes sur le site de compostage de la crèche l'Île aux enfants de Brienon/A.
- 21 juillet : installation un site de compostage au château de l'Armançon (centre de loisirs AVL) à Brienon/A. et formation de 3 référentes.



Espace Famille Florentinois



Château de l'Armançon



À Chailley

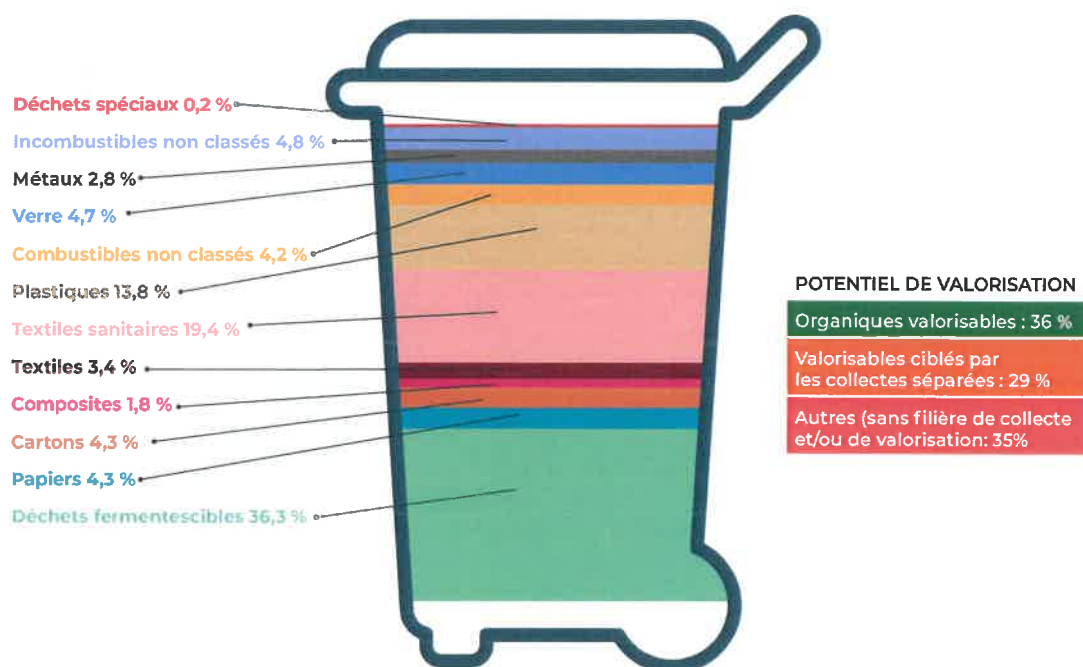
## LES ACTIONS DE LA CCSA

### ANIMATIONS

Les contraintes sanitaires ont empêché les animations en lien avec les sites d'Ormoy et de Duchy. La CCSA a participé à Festi'coccinelle avec le thème du recyclage des déchets.

### SURVEILLANCE

Les tests de caractérisation des déchets ménagers ont été effectués du 22 février au 5 mars 2021 en partenariat avec le prestataire de collecte et l'exploitant de l'ISDND de Duchy. Afin d'obtenir une représentation fidèle de la situation du territoire du point de vue de la composition des ordures ménagères résiduelles et assimilées, les tests ont porté sur le tri de 16 échantillons (soit plus de 8 tonnes de déchets). Tous les sacs ont été ouverts, passés au crible (3 tailles de mailles différentes) et triés selon l'ensemble de catégories ci-dessous.



Parmi les déchets (valorisables ou non) présents dans les OMR, près de 81 kg/hab./an sont potentiellement « évitables ». Le meilleur déchet étant celui qu'on ne produit pas, ces peuvent faire l'objet d'actions de prévention à la source pour permettre d'alléger les sacs noirs...

Catégories	en kg/ hab	Prévention à la source
Déchets fermentescibles alimentaires et de jardin	40,2	Compostage
Films plastiques	7,9	Limitation des produits surremballés
Produits alimentaires non consommés	22,2	Gestes anti-gaspillage
Imprimés non sollicités	1,7	«Stop pub» sur les boîtes à lettres
Papiers bureautique	1,5	Limitation des impressions
Déchets spéciaux	0,5	Collecte séparative des déchets dangereux
Textiles	5,9	Dépôt PAV pour ré-emploi

## COMMUNICATION

Des solutions existent pour chaque type de déchet : compost, broyage, recyclage...  
Trier au bon endroit et au bon moment, c'est le message que porte la CCSA au travers de ces éléments de communication.



Mémo-tri  
apposés sur les PAV verre.



Calendriers de collecte  
avec infos sur le tri, les déchèteries  
et les composteurs.



Flyers à destination  
des hébergements touristiques  
disponibles à l'Office de Tourisme.



Flyers déposés dans les  
boîtes à lettres après  
constat d'erreurs de tri  
dans les sacs noirs  
par les agents de col-  
lecte.

Autocollants collés  
sur les sacs jaunes  
après constat  
d'erreurs de tri  
par les agents de col-  
lecte.



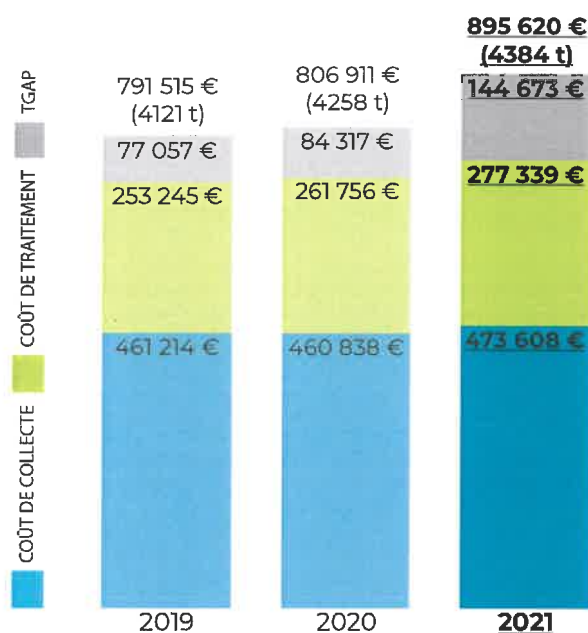
Kakémono  
«Le cycle des déchets»  
expliqué aux enfants



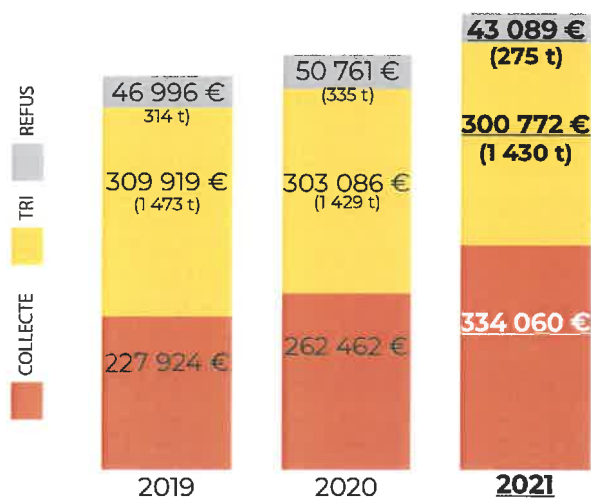
# LES MOYENS FINANCIERS €

## LES SOURCES DE COÛTS

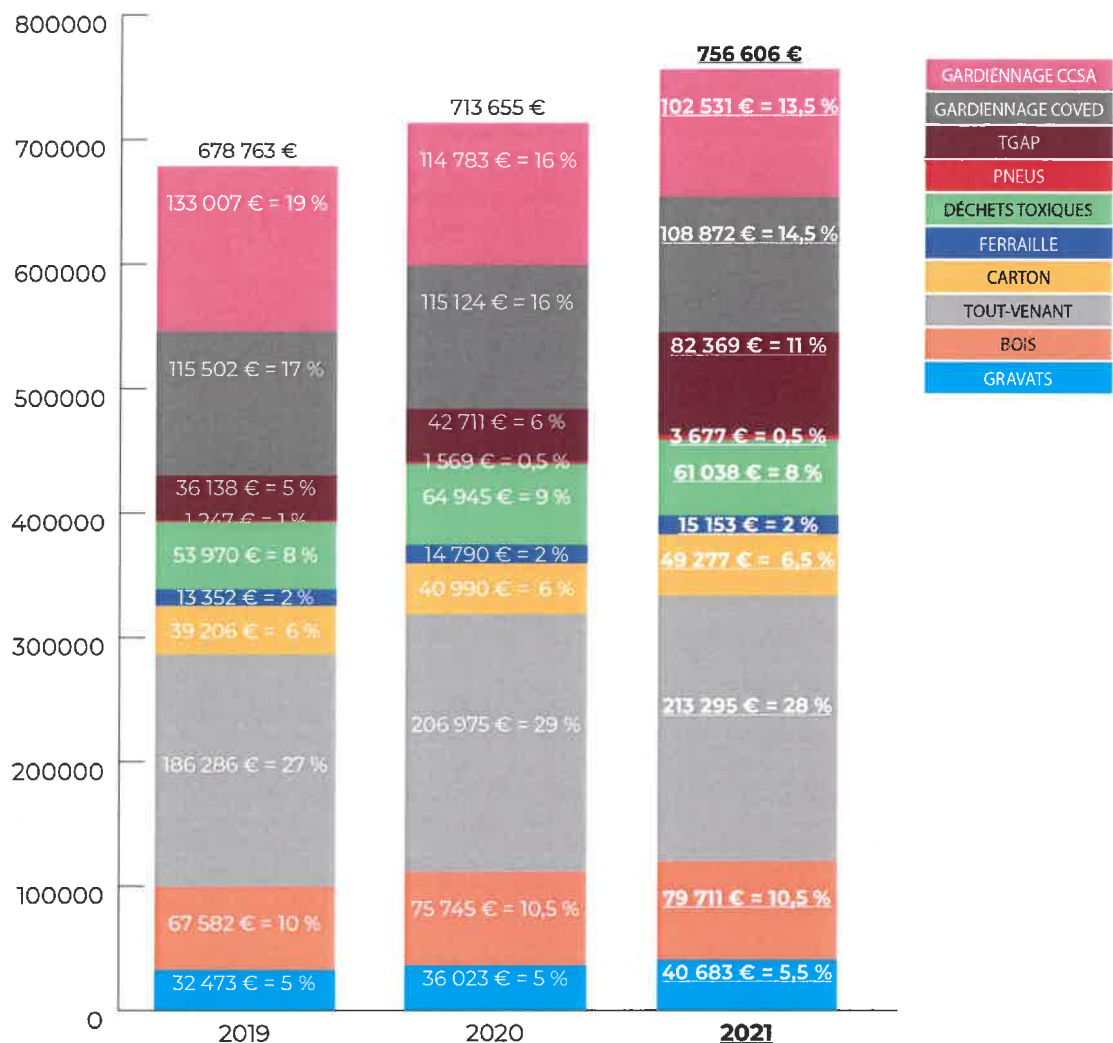
### EN PORTE À PORTE : COÛTS DE OM



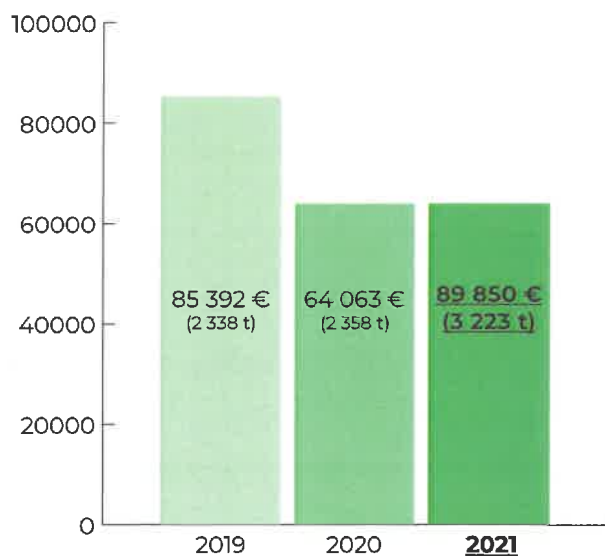
### EN PORTE À PORTE : COÛTS DE COLLECTE ET TRAITEMENT DU TRI



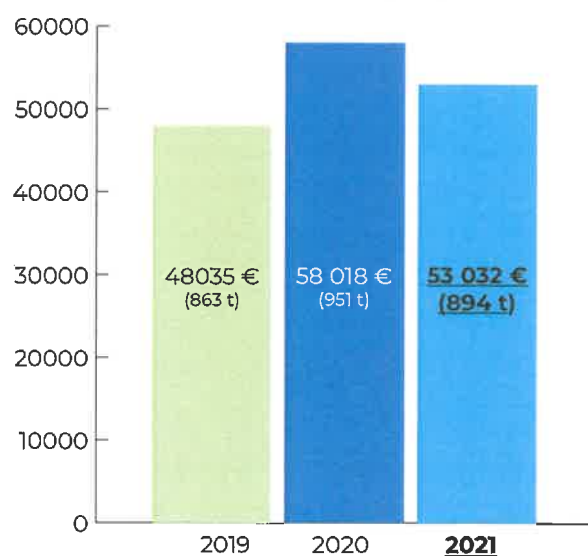
## COÛTS LIÉS À LA GESTION DES DÉCHÈTERIES



## COÛTS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS VERTS



## COÛTS DES COLLECTES DE VERRE EN PAV



# ANALYSE FINANCIÈRE GLOBALE

Fonctionnement dépenses	Année 2021					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Charges de structures	92 006,73	46 344,62	0,00	21 571,74	0,00	159 923,09
Salaires et charges						
Coûts directs		178 496,32		106 337,90		284 834,22
Coûts administratifs	53 016,44	34 000,06	4 262,56		7 410,23	98 689,29
Total salaires et charges	53 016,44	212 496,38	4 262,56	106 337,90	7 410,23	383 523,51
Coûts des prestations de services	909 489,51	312 365,80	58 286,67	673 917,99	78 302,82	2 032 362,79
Intérêts des emprunts		1 371,43	0,00	8 278,62	0,00	9 650,05
Amortissements	48 746,76	0,00	8 514,00	119 917,19		177 177,95
<b>TOTAL DEP. FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 103 259,44</b>	<b>572 578,23</b>	<b>71 063,23</b>	<b>930 023,44</b>	<b>85 713,05</b>	<b>2 762 637,39</b>

Fonctionnement recettes	Année 2021					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Ventes des produits récupérés	1 575,00	67 001,93	23 119,22	197 768,28	0,00	289 464,43
Redevance des professionnels	18 511,74	0,00	0,00	0,00	0,00	18 511,74
Produits TEOM	855 621,40	517 352,47	53 061,79	727 388,73	57 483,61	2 210 908,00
Subvention des organismes	42 574,28	312 211,37	0,00	0,00	0,00	354 785,65
<b>TOTAL REC. FONCTIONNEMENT</b>	<b>918 282,41</b>	<b>896 565,77</b>	<b>76 181,01</b>	<b>925 157,01</b>	<b>57 483,61</b>	<b>2 873 669,82</b>
						<b>111 032,43</b>

Fonctionnement dépenses	Année 2020					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Charges de structures	94 443,01	63 360,23	1 534,40	7 504,08	2 350,01	169 191,73
Salaires et charges						
Coûts directs		168 362,38		79 644,07		248 006,45
Coûts administratifs	86 008,77	30 739,60	4 657,51	27 634,59	6 210,02	155 250,49
Total salaires et charges	86 008,77	199 101,98	4 657,51	107 278,66	6 210,02	403 256,94
Coûts des prestations de services	806 869,19	355 375,53	52 646,34	619 518,16	65 678,77	1 900 087,99
Intérêts des emprunts	2 057,14	0,00	0,00	9 976,81	0,00	12 033,95
Amortissements	47 611,46	7 569,00	3 500,00	110 680,31		169 360,77
<b>TOTAL DEP. FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 036 989,57</b>	<b>625 406,74</b>	<b>62 338,25</b>	<b>854 958,02</b>	<b>74 238,80</b>	<b>2 653 931,38</b>

Fonctionnement recettes	Année 2020					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Ventes des produits récupérés	0,00	52 268,96	30 038,25	51 088,48	0,00	133 395,69
Redevance des professionnels	27 388,53	0,00	0,00	0,00	0,00	32 005,44
Produits TEOM	852 453,80	515 437,18	52 865,35	724 695,87	57 270,80	2 202 723,00
Subvention des organismes	41 574,84	304 882,80	0,00	23 914,16	0,00	370 371,80
<b>TOTAL REC. FONCTIONNEMENT</b>	<b>921 417,17</b>	<b>872 588,94</b>	<b>82 903,60</b>	<b>799 698,51</b>	<b>57 270,80</b>	<b>2 738 495,93</b>
						<b>84 564,55</b>

Fonctionnement dépenses	Année 2019					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Charges de structures	62 374,30	46 350,40	3 850,00	33 714,60	3 658,00	149 947,30
Salaires et charges						
Coûts directs		153 126,95		73 690,08		226 817,03
Coûts administratifs	79 662,53	28 447,46	4 267,12	25 602,72	5 689,50	143 669,32
Total salaires et charges	79 662,53	181 574,41	4 267,12	99 292,80	5 689,50	370 486,35
Coûts des prestations de services	791 515,37	357 917,10	48 035,34	577 116,77	52 392,99	1 826 977,57
Intérêts des emprunts	10 763,25	0,00	0,00	3 588,20	0,00	14 351,45
Amortissements	39 327,58	8 559,22	5 000,00	122 400,16	0,00	175 286,96
<b>TOTAL DEP. FONCTIONNEMENT</b>	<b>983 643,03</b>	<b>594 401,13</b>	<b>61 152,46</b>	<b>836 112,53</b>	<b>61 740,49</b>	<b>2 537 049,63</b>

Fonctionnement recettes	Année 2019					
	OM	TRI	Verre	Déchèterie	Déchets verts	Total
Ventes des produits récupérés	0,00	120 213,95	30 267,89	58 232,94	0,00	208 714,78
Redevance des professionnels	32 005,44	0,00	0,00	0,00	0,00	32 005,44
Produits TEOM	840 578,06	507 949,05	52 258,20	714 504,98	52 760,70	2 168 051,00
Subvention des organismes	43 797,23	302 497,91	0,00	18 681,75	0,00	364 976,89
<b>TOTAL REC. FONCTIONNEMENT</b>	<b>916 380,73</b>	<b>930 660,91</b>	<b>82 526,09</b>	<b>791 419,67</b>	<b>52 760,70</b>	<b>2 773 748,11</b>
						<b>236 698,48</b>

## BILAN 2021

Après une année 2020 atypique du fait des contraintes sanitaires, l'année 2021 devait être celle du retour à une forme de normalité. Nous constatons cependant une forte augmentation du tonnage de déchets collectés, jamais constatée depuis 2017 : plus 11,3 % par rapport à 2020.

Ce chiffre est majoritairement dû à la hausse des apports en déchèteries, tous déchets confondus (+ 20 % en volume). S'il est possible de se féliciter d'éviter ainsi le développement des dépôts sauvages, l'importance de l'accroissement des volumes de déchets verts collectés en déchèterie (près de 37 % d'augmentation en volume par rapport à 2020) doit nous inciter à repenser une pédagogie de traitement des déchets verts au domicile des habitants.

Nous constatons également une dégradation de proportionnalité entre déchets à enfouir et déchets recyclés dans la collecte en porte à porte, mettant en exergue un relâchement du respect des consignes de tri. Là encore, il serait nécessaire de relancer diverses démarches vis-à-vis des habitants du territoire.

À noter que globalement, au niveau budgétaire, l'accroissement des dépenses a été mesuré et équivaut à celle des années antérieures. Cependant, même si le résultat positif global du service s'est amélioré par rapport à 2020, il reste fragile et surtout il ne permettra pas d'absorber les hausses successives à venir de la taxe générale sur les activités polluantes.

Enfin, les tests de caractérisation sur les ordures ménagères (sacs noirs) nous montrent que même si nous captions plutôt bien un volume important de déchets entrant dans les filières de tri, il reste du travail à faire sur les biodéchets à valoriser.



## **À L'ATTENTION DES LECTEURS**

Dans le domaine des déchets, il est d'usage d'utiliser de nombreux acronymes et un vocabulaire technique. Trouvez, ci-dessous, la signification des termes évoqués au fil des pages.

## **GLOSSAIRE**

**CITEO** : entreprise privée spécialisée dans le recyclage des emballages ménagers et des papiers.

**DDS** : déchets diffus spécifiques (correspond aux DDM, déchets dangereux des ménages). Peintures, solvants, produits phytosanitaires font partie de cette catégorie de déchets.

**DEEE** : déchets d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateurs, appareils électroménagers, téléviseurs, téléphones, cartouches encre...).

**DMA** : déchets ménagers et assimilés (ensemble des déchets collectés et traités).

**ISDND** : installation de stockage de déchets non dangereux.

**OM** : ordures ménagères.

**OMA** : ordures ménagères et assimilées, c'est-à-dire les déchets collectés hors déchèteries (déchets résiduels + emballages recyclables + verre + papiers).

**PAV** : point d'apport volontaire.

**PLPDMA** : plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés qui met en œuvre un ensemble d'actions coordonnées visant à atteindre les objectifs définis à l'issue du diagnostic du territoire, notamment en matière de réduction des DMA.

**REFUS DE TRI** : déchets non recyclables déposés dans les sacs jaunes.

**SDCY** : syndicat des déchets du centre Yonne. Il rassemble 8 intercommunalités icaunaises à compétence déchets.

**TGAP** : taxe générale sur les activités polluantes due par les entreprises dont l'activité ou les produits sont considérés comme polluants (déchets, émissions polluantes, huiles et préparations lubrifiantes, lessives, matériaux d'extraction, etc).

**TOUT-VENANT** : déchets sans filière de recyclage ou traitement spécifique (ex : matelas, mobilier en plastique, mobilier (hors bois), literie, plaque, isolant, moquette, fenêtre, vitre, plastique, polystyrène, tissus, caoutchouc, cartons souillés...).



37 avenue du Général Leclerc  
89600 SAINT-FLORENTIN

Du lundi au vendredi :  
9h - 12h / 14h - 17h

Tel. 03 86 80 50 50

courriel : [dechets@cc-sereinarmance.fr](mailto:dechets@cc-sereinarmance.fr)  
site : [cc-sereinarmance.fr](http://cc-sereinarmance.fr)

## Proposition de délibération n° 74 / 2022

**Objet :****ENVIRONNEMENT****DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES****EXONERATION DE TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) 2023****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 1521 du Code général des Impôts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération du 21 septembre 2017, généralisant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à l'ensemble du territoire communautaire au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Exposé des motifs :**

Comme chaque année, notre établissement doit établir la liste des entreprises exonérées de Taxe d'Enlèvement d'Ordures Ménagères. Lors de sa session du 18 mai dernier, les membres de la commission ENVIRONNEMENT / DECHETS, le sujet des exonérations de TEOM a fait l'objet de discussions.

Pour mémoire, aux termes du II de l'article 1521 du Code général des Impôts (CGI), sont exonérés de plein droit de la TEOM : les usines et les locaux sans caractère industriel ou commercial pris en location par l'État, les collectivités locales et assimilées ainsi que les établissements publics, scientifiques, d'enseignement, et affectés à un service public.

Sont également exonérés de la taxe, sauf avis contraire de notre établissement, les locaux situés dans la partie du territoire où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères.

Par ailleurs, les articles 1,2 et 3 du III de l'article 1521 du CGI prévoient, notamment, la possibilité pour notre établissement, par délibération, d'exonérer totalement de la TEOM les locaux à usage industriel ou commercial.

Enfin, il est à noter, qu'eu égard à la notion de déchets ménagers et assimilés dont nous assurons la collecte et le traitement, notre établissement n'est pas obligé de collecter les déchets d'activités économiques. C'est par usage que la collecte des « déchets ménagers et assimilés » de ces entreprises est réalisée.

Après constat que les services fiscaux ne respectaient pas toujours forcément la listes des exonérés ainsi que la prise en compte des difficultés de recouvrement de la redevance spéciale et des réclamations régulières des entreprises au moment de la facturation, les membres de la commission ont acté le principe de revoir les modalités d'exonération en prenant notamment en compte l'effectivité de la prise en charge de la collecte des déchets par les entreprises exonérées, tout en apurant les activités concernées.

La mise en œuvre de cette démarche a pour conséquence de réduire très sensiblement le nombre de structures exonérées.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant la réglementation en vigueur concernant les exonérations de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM),
- ⇒ Considérant les modifications impliquées par l'actualisation de cette liste d'exonération,

Il vous est proposé :

- D'approuver la liste des contribuables exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, telle que jointe en annexe pour l'année 2023
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** la liste des contribuables exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, telle que jointe en annexe pour l'année 2023,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

## Proposition de délibération n° 76 / 2022

**Objet :****ENVIRONNEMENT****SPANC****RAPPORT SUR LE PRIX ET  
LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF  
ANNEE 2021****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-5 et son annexe VI

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu le projet de Rapport sur le prix et la Qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif 2020.

**Exposé des motifs :**

Pour mémoire, depuis 2019, notre établissement a repris en pleine compétence la gestion du Service Public d'Assainissement Non collectif (SPANC). Eu égard au cadre réglementaire et législatif en vigueur, notre établissement doit chaque année établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif (RPQS).

Eu égard au caractère parfois rébarbatif des rapports antérieurs, et compte tenu du fait, que depuis le début 2021, notre prestataire est en mesure de nous fournir régulièrement des données plus précises sur son activité et l'avancée de son programme, le RPQS 2021 a été retravaillé pour le rendre plus accessible pour les conseillers communautaires ainsi que pour nos concitoyens.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant le cadre réglementaire propre à l'exercice de la compétence Service Public d'Assainissement Non Collectif,
- ⇒ Considérant projet de Rapport sur le prix et la Qualité du Service Public d'Assainissement non Collectif pour l'année 2021,

Il vous est proposé :

- D'adopter le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2021,
- Et d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **ADOPTER** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2021,
- **AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération.



# RAPPORT ANNUEL 2021

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ  
DU SERVICE PUBLIC  
DE L'ASSAINISSEMENT  
NON COLLECTIF



En vertu du décret n°95-635 du 6 Mai 1995, le Maire (ou le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale) est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, quel qu'en soit le mode d'exploitation (régie ou délégation).

Institué par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, ce RPQS vise à améliorer la transparence du service et propose aux usagers plus de lisibilité quant à sa gestion et son financement. C'est aussi un outil d'aide à la décision qui fournit aux élus les éléments techniques et financiers essentiels pour connaître et évaluer le service.

Les indicateurs de performance, techniques et financiers ainsi que les modalités de réalisation de ce dossier sont précisés par les décrets n°95-635 du 6 Mai 1995 et n°2007-675 du 2 Mai 2007. Ils permettent ainsi de renforcer la transparence et l'information sur la gestion des services publics.

Le RPQS doit être soumis pour approbation à l'assemblée délibérante au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Dans le cas d'un SPANC porté par une Communauté de communes, le maire de chacune des communes membres doit ensuite présenter le RPQS à son conseil municipal (pour information seulement), au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Ce rapport est ensuite mis à disposition du public dans chaque commune, dans les conditions prévues à l'article L.1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de la Communauté. À noter également que le RPQS pourra être transmis pour information au Préfet de Département.

## SOMMAIRE

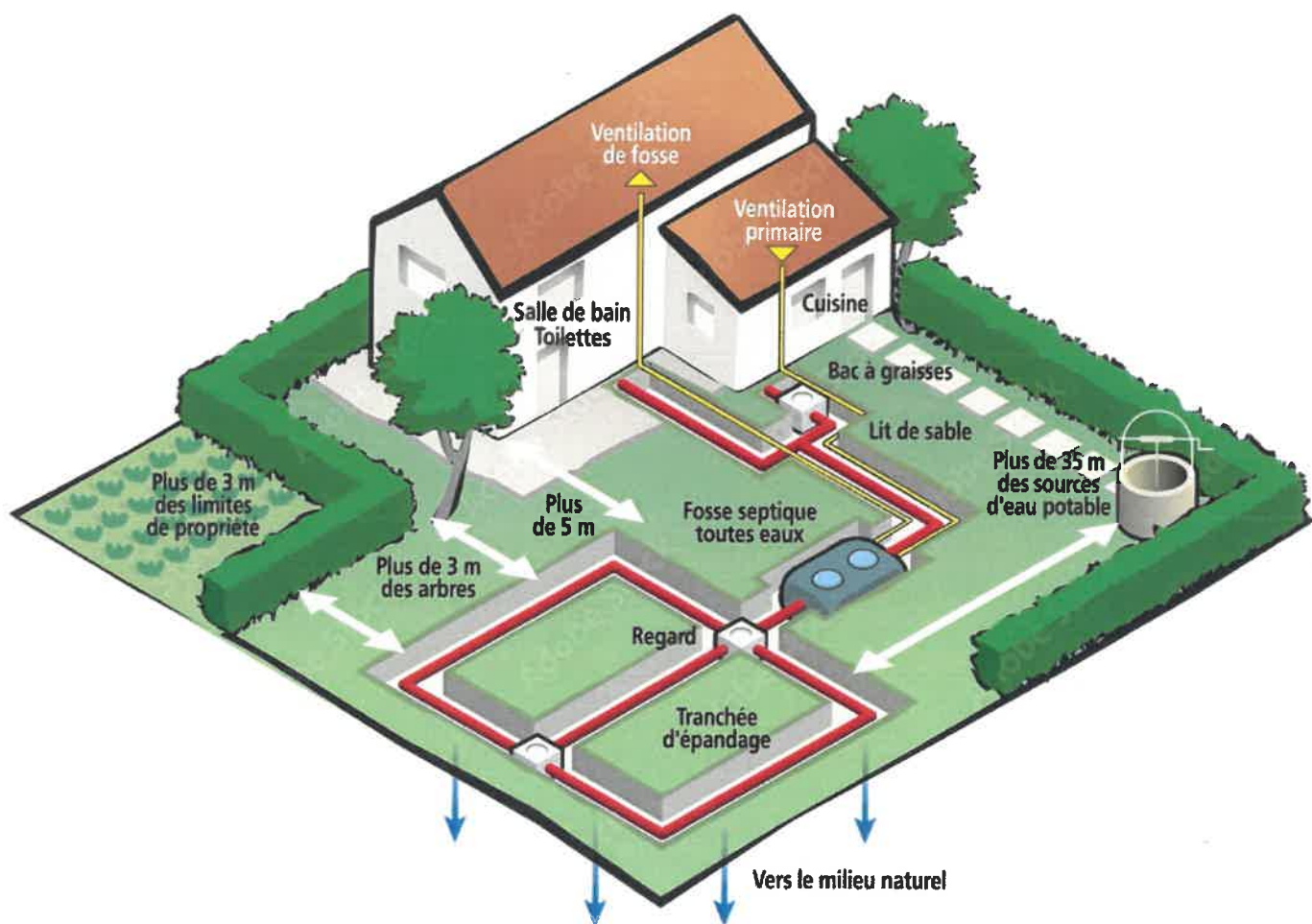
Présentation	p. 4
Missions	p. 6
Indicateurs techniques	p. 8
Indicateurs de performance	p. 10
Indicateurs financiers	p. 13
Annexe : règlement SPANC	p. 16



## PRÉSENTATION

«L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation.  
Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la  
ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels,  
sont d'intérêt général»

Article 1<sup>er</sup> de la Loi sur l'Eau





## Pourquoi un service dédié à l'assainissement non collectif (ANC) ?

Non traitées, les eaux usées produites par les particuliers avant leur rejet dans le milieu naturel peuvent provoquer de graves pollutions.

L'assainissement a pour vocation de traiter ces eaux.

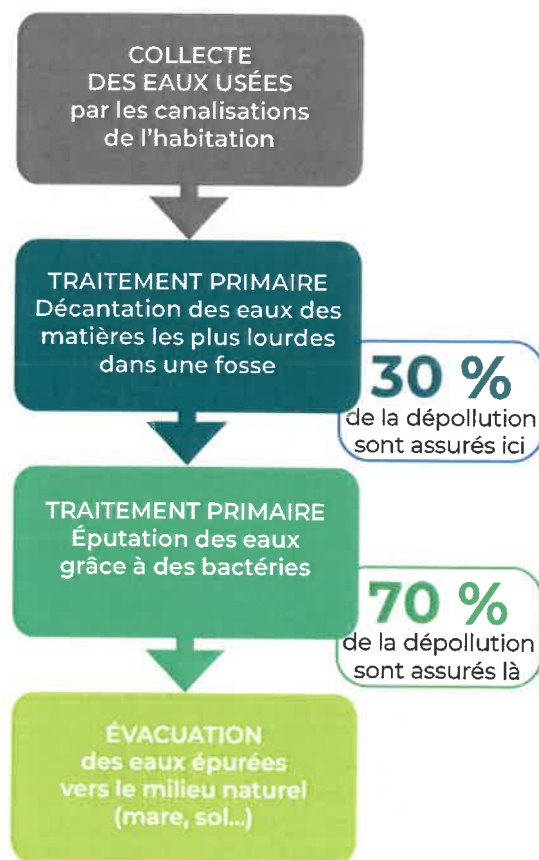
Deux grands types de dispositifs sont mis en œuvre : les stations d'épuration pour les habitations raccordées au traitement collectif (communément appelé « tout-à-l'égout ») et les filières autonomes pour les habitations non raccordables à un réseau public de collecte et de traitement des eaux usées car situées en retrait de zones desservies. Ces habitations ont, de fait, l'obligation d'être dotées d'un dispositif d'assainissement autonome pour traiter, à même la parcelle, leurs eaux usées domestiques avant rejet.

Les types de filières autonomes sont nombreux. Le choix du procédé dépend des contraintes physiques (nature de sol, pente du terrain...) et du budget dont dispose l'usager.

Depuis la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, les communes (ou communautés de communes) ont l'obligation de contrôler ces installations d'assainissement non collectif pour garantir leur qualité et vérifier leur conformité aux règles de salubrité publique et de protection de l'environnement.

Cette obligation de contrôle des dispositifs d'assainissement individuel a impliqué la mise en place d'un nouveau service : le service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Quel que soit le système choisi, l'épuration est toujours réalisée selon le même processus :



Pour en savoir plus sur les différentes filières :  
[www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr](http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr)

## LES MISSIONS DU SPANC

Le rôle du SPANC est de contrôler régulièrement ces filières autonomes pour s'assurer que leurs usagers respectent l'obligation d'entretien et les inviter, le cas échéant, à faire le nécessaire (vidange, sécurisation, voire travaux de mise aux normes) afin de prévenir tout risque de pollution et garantir la sécurité environnementale et/ou de santé.

Le SPANC de la CCSA contrôle ainsi :

- La conception, l'implantation et la réalisation des systèmes neufs.
- La conception technique et la conformité des systèmes existants.
- Le bon fonctionnement des installations et leur entretien régulier.

## INFORMATIONS ET CONSEILS

### Auprès des particuliers

Beaucoup ne connaissant pas et/ou ne comprenant pas le fonctionnement des installations, la première vocation du SPANC est d'apporter aux usagers un avis éclairé pour toute question relative à leur système d'assainissement : problème d'entretien, dysfonctionnement, mise en conformité, avantages et inconvénients des différentes filières, etc...

Un accueil téléphonique à la CCSA permet de répondre aux questions relatives au paiement et aux démarches administratives.

Le bureau d'études BUFFET Ingénierie, prestataire chargé des contrôles sur le territoire fournit les explications techniques (par téléphone ou lors des visites).

Dans le but d'aider les particuliers à entretenir leur filière et à la mettre aux normes, le cabinet Buffet Ingénierie fournit chaque année la liste des vidangeurs agréés dans l'Yonne et dans l'Aube à la CCSA, ainsi qu'une liste des entreprises pouvant réaliser les travaux de réhabilitation des assainissements non collectifs.

À noter : tous les documents pratiques (demandes de diagnostic, demande d'autorisation d'installation d'un dispositif d'ANC neuf ou à réhabiliter, ...) sont téléchargeables sur le site de la CCSA.

### Auprès des élus

Le service intervient en tant que soutien technique ponctuel et sur demande expresse du Maire qui conserve son pouvoir de police spécial en matière d'assainissement. Le SPANC permet d'apporter une expertise technique sur les situations à problèmes (mauvais fonctionnement d'installation engendrant des conflits de voisinage, des problèmes de salubrité publique, des risques de pollution...).

## CONTRÔLES DES INSTALLATIONS

### Installations existantes

Réglementairement, tous les systèmes d'assainissement présents sur le territoire doivent être répertoriés et faire l'objet d'une évaluation de conformité.

- **Contrôle initial** : il s'agit du tout premier diagnostic des installations existantes. Ce contrôle est destiné à statuer sur la présence (ou non) d'une installation d'assainissement non collective. Il s'assure aussi de la conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur et apprécie l'impact du système sur l'environnement et la salubrité publique. À l'issue du diagnostic, une proposition d'avis est faite selon la grille de jugement des installations de l'arrêté du 27/04/2012 :

- Absence d'installation
- Défaut de sécurité sanitaire, défaut de structure ou implantation à moins de 35 m d'un captage d'eaux potables.
- Installation incomplète, significativement sous dimensionnée ou avec un dysfonctionnement majeur
- Installation présentant des défauts d'entretien ou d'usure.
- Installation ne présentant pas de défaut.

En fonction des zones à enjeux environnementaux ou sanitaires où est située l'installation, ce diagnostic engendre une obligation de réhabilitation (sauf si l'installation ne présente pas de défaut).

Le compte-rendu des visites comprend un rapport faisant état de l'ensemble des observations réalisées sur le terrain et un schéma de principe des installations. Il rend aussi compte de l'état de conformité de l'installation et du délai autorisé pour sa réhabilitation (si cela est nécessaire).

#### ■ Contrôle de mutation foncière (vente immobilière)

Le particulier a une obligation d'information sur l'état de son assainissement. Pour cela, il doit fournir un diagnostic ayant moins de 3 ans.

Ce diagnostic est réalisé dans les mêmes conditions qu'un diagnostic initial.

#### ■ Contrôle périodique

Il s'adresse aux installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle.

Sa fréquence : 4 ans minimum, avec un délai qui ne doit pas dépasser les 10 ans.

Les tenants et les aboutissants de ce contrôle sont identiques au diagnostic initial.

Des points complémentaires sont vérifiés en cas de modification du système d'assainissement suite au premier diagnostic réalisé, ou de modification de l'état de fonctionnement du système (dûe à l'usure par exemple).

### **Installations neuves ou réhabilitées**

Que ce soit dans le cadre d'une nouvelle construction ou de la réhabilitation d'une installation existante, chaque installation d'un nouveau dispositif d'assainissement autonome est soumise à 2 étapes de vérification :

#### **1- Le contrôle de conception**

Il émet un avis technique sur le projet suite à la réception d'une étude de filière par un usager. Ce contrôle permet la validation du projet après avoir vérifié que les éléments fournis dans le dossier (choix, dimensionnement, emplacement de la future installation, etc) sont cohérents, adaptés et conformes à la réglementation. À la suite de ces vérifications un avis est donné. En cas d'avis défavorable, des modifications de projets sont préconisées afin de pouvoir réévaluer le dossier et émettre un avis favorable.

#### **2- Le contrôle d'exécution**

La visite est faite avant le remblai des ouvrages afin de vérifier que les travaux ont été réalisés conformément au projet validé et à la réglementation en vigueur, aux recommandations techniques voire aux recommandations du fabricant.

À l'issue du contrôle de réalisation, un rapport est remis à l'usager faisant état de la conformité de l'installation. En cas d'anomalies constatées, une contre-visite peut être nécessaire.

C'est également l'occasion pour l'usager de recevoir des conseils sur l'entretien et le suivi à faire sur sa filière afin d'en préserver la durée de vie et les bons rendements épuratoires.

## INDICATEURS TECHNIQUES

COMMUNES	HABITANTS INSEE 2019	FOYERS ABONNÉS SPANC
MERCY	78	0
PAROY-EN-OTHE	179	0
BELLECHAUME	443	1
CHEMILLY SUR YONNE - Les Chaumes - Les Étangs	906	3
BEAUMONT - L'Écluse	632	6
CHAILLEY - Le Ru	531	9
SEIGNELAY	1 476	8
CHAMPLOST - Vachy - Vaudupuits - Chatton Boudernault - Prunelles	787	11
GERMIGNY	530	15
CHÉU	551	19
ORMOY	678	23
HÉRY - Les Baudières	1 786	24
VERGIGNY - Rebourseaux	1 528	47
LASSON	144	84
BRIENON/ARMANCON - Bligny-en-Othe - Bouy-Vieux	3 192	94
SOUMAINTRAIN	221	113
BUTTEAUX	251	138
HAUTERIVE - Chichy - 80 Besaces - Croix - Cornets Chevaliers - Rue Feuillée	389	139
VILLIERS-VINEUX	275	140
PERCEY	250	144
VENIZY - Ruet - Pommerats - Vingy - Cuchot Montelard - Fourneaux	877	155
BEUGNON	301	161
ESNON - Vorvigny	394	179
JAULGES	579	214
MONT-SAINT-SULPICE - Les Régniers	793	225
SAINT-FLORENTIN - Avrolles	4 240	225
SORMERY	360	280
NEUVY-SAUTOUR	885	302
TURNY	674	347
<b>TOTAL</b>	<b>23 930</b>	<b>3 106</b>



## INDICATEURS DE PERFORMANCE

### CONTRÔLES DES INSTALLATIONS EXISTANTES

CONTRÔLES	BEAUMONT	BELLECHAUME	BRIENON/A	CHAMPLOST	CHEMILLY/Y	HAUTERIVE	HÉRY	MONT-ST-SULPICE	ORMOY	SAINT-FLORENTIN	SEIGNELAY	SORMERY	TURNY	VENIZY	TOTAL
INITIAUX	5	1	75	8	1	38	20	202	19	0	8	0	3	129	<b>509</b>
FONCTIONNEMENT	1	0	6	1	0	84	1	4	2	152	0	1	74	6	<b>332</b>

### CONTRÔLES DES INSTALLATIONS NEUVES OU RÉHABILITÉES

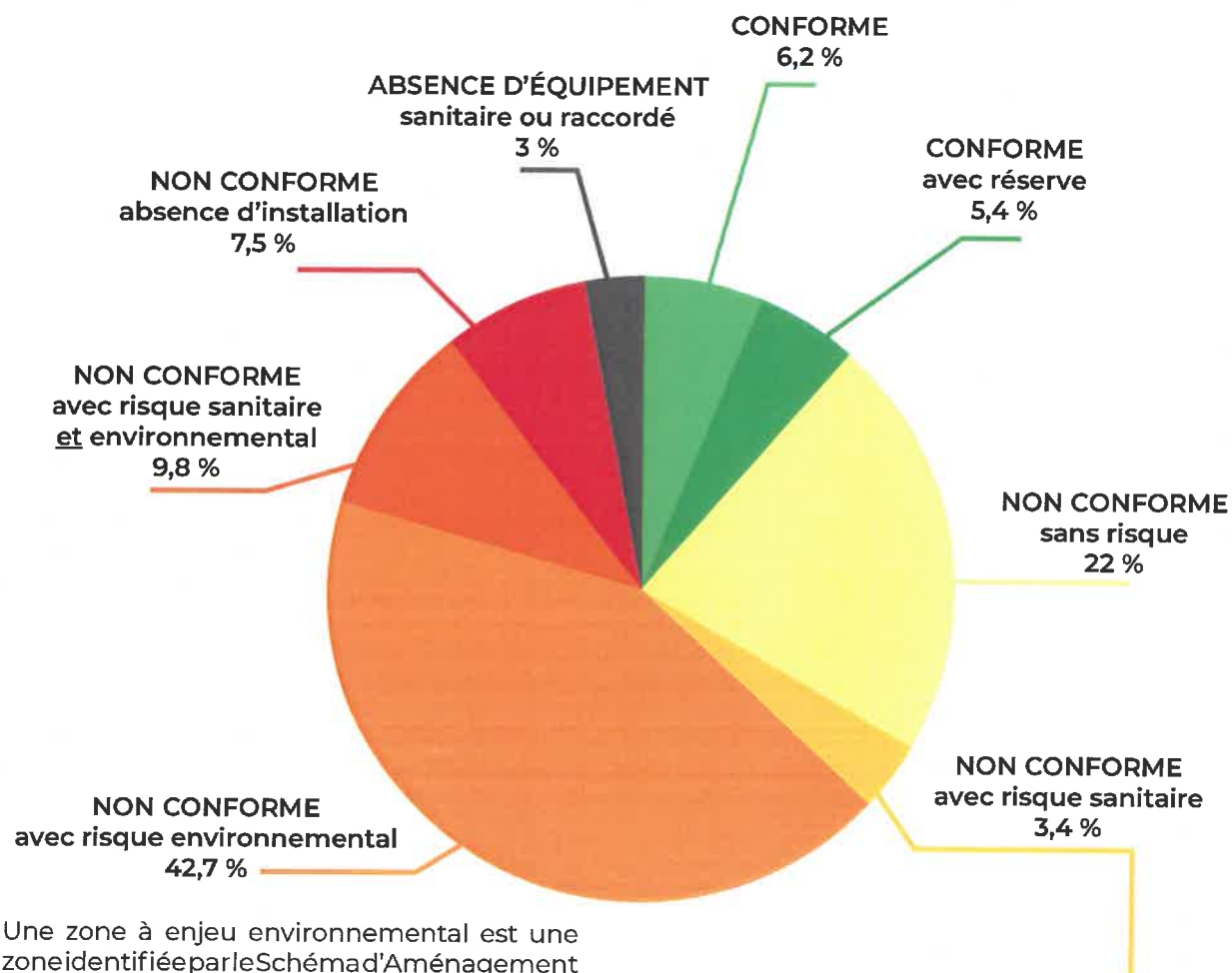
CONTRÔLES	BEUGNON	BRIENON/A	BUTTEAUX	CHAILLEY	ESNON	HAUTERIVE	LASSON	MONT-ST-SULPICE	NEUVY SAUTOUR	PERCEY	SAINT-FLORENTIN	SORMERY	SOUMAINTRAIN	TURNY	VENIZY	VILLIERS-VINEUX	TOTAL
CONCEPTION	2	2	1	2	1	1	1	1	2	5	7	5	0	5	2	5	<b>42</b>
EXÉCUTION	3	2	4	0	1	1	0	1	4	3	2	4	1	3	2	0	<b>31</b>

### CONTRÔLES DES VENTES IMMOBILIÈRES

CONTRÔLES	BEUGNON	BRIENON/A	BUTTEAUX	CHAILLEY	CHAMPLOST	ESNON	HAUTERIVE	HÉRY	JAULGES	MONT-SAINT-SULPICE	NEUVY SAUTOUR	PERCEY	SORMERY	SOUMAINTRAIN	TURNY	VENIZY	VERGIGNY	VILLIERS-VINEUX	TOTAL
VENTE	10	3	3	1	1	7	10	1	3	2	9	3	7	2	10	3	1	1	<b>77</b>

**À noter :** l'année 2021 a été marquée par les contraintes de la crise sanitaire. À ce titre, certaines réunions publiques n'ont pas pu se tenir. Des courriers préalables aux visites ont été envoyés, et les raisons et le but des diagnostics ont été expliqués lors de chaque visite aux particuliers.

## BILAN 2021 DES INSTALLATIONS



Une zone à enjeu environnemental est une zone identifiée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau. Le SAGE de l'Armançon recouvre près de la totalité de la Communauté de Communes.

Un risque sanitaire est présent si :

- un risque de contact avec les eaux usées est présent,
- la filière présente un défaut de structure ou de fermeture,
- la filière est située dans un périmètre de protection de captage.

Ces filières portent atteinte à la salubrité publique et doivent être réhabilitées dans un délai de 4 ans (ou 1 an en cas de vente).



## INDICATEURS FINANCIERS

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'utilisateur ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées

### TARIFS DES PRESTATIONS DU SPANC applicables au 01/01/2021

Contrôle des installations existantes	<b>25 €</b>
Contrôle de conception et d'implantation sans visite	<b>250 €</b>
Contrôle de conception et d'implantation avec visite	<b>400 €</b>
Contre-visite suite à un contrôle de réalisation non conforme	<b>90 €</b>
Contrôle vente immobilière	<b>180 €</b>

### RECETTES

	2019	2020	2021
Redevance annuelle	83 425 €	83 000 €	<b>0 €</b>
Contrôle cessions immobilières	8 040 €	17 280 €	<b>13 860 €</b>
Contrôles conception installations	4 810 €	5 910 €	<b>9 250 €</b>
Contre-visite			<b>1 170 €</b>
TOTAL	96 275 €	106 190 €	<b>24 280 €</b>

**À NOTER**  
**2021 :**  
**année blanche**  
**pour la**  
**redevance**  
**annuelle**

Compte-tenu des excédents des années antérieures et des contrôles 2020 décalés en 2021 (pour cause de pandémie et de changement de prestataire), la redevance annuelle n'a pas été exigée.



## COMPTE ADMINISTRATIF

	DÉPENSES	2020	2021	RECETTES	2020	2021
FONCTIONNEMENT	Charges à caractère général	24 030 €	<b>135 450 €</b>	Ventes de produits et services	106 710 €	<b>24 280 €</b>
	Charges de personnel	15 239,86 €	<b>16 000 €</b>	Subventions d'exploitation	13 710 €	
	Charges exceptionnelles	83 175,60 €	<b>59 420 €</b>	Produits exceptionnels	87 712 €	<b>62 045 €</b>
	Autres charges		<b>344 €</b>	Excédent n-1 reporté	144 096,41 €	<b>224 782 €</b>
TOTAL		122 445,46 €	<b>211 214 €</b>		338 518,41 €	<b>311 107,95 €</b>
INVESTISSEMENT				Réserves	0,95 €	
				Subventions	91 979 €	
	Report exercice précédent	89 657,95 €		Report exercice précédent		<b>2 322 €</b>
TOTAL		89 657,95 € report n+1 = 2 322 €			91 979,95 €	<b>2 322 €</b>

## CONCLUSION

En 2021, l'objectif était d'effectuer l'ensemble des diagnostics initiaux jamais réalisés sur les communes de Beaumont, Bellechaume, Brienon/Armançon, Champlost, Chemilly/Yonne, Héry, Mont-Saint-Sulpice, Ormoy, Seignelay et Venizy.

La SAUR (société professionnelle dans le secteur de l'eau pour les collectivités locales) avait déjà réalisé des diagnostics sur Hauterive en 2013 : il était nécessaire de les refaire.

Ont également été réalisés les diagnostics de bon fonctionnement de Saint-Florentin qui dataient de plus de 8 ans (date limite réglementaire : 10 ans).

Au total, en 2021, 990 diagnostics ont été réalisés sur le territoire de la CCSA pour 115 absences. L'ensemble des rapports de visite a été envoyé par courrier aux administrés et, en version numérique, au SPANC de la Communauté de Communes.

### SOMMAIRE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
Article 1 : Objet du règlement	1
Article 2 : Champ d'application territorial	1
Article 3 : Définitions	1
Article 4 : Caractère du Service Public d'Assainissement Non Collectif	1
Article 5 : Responsabilités et obligations des PROPRIÉTAIRES dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif	1
Article 6 : Responsabilités et obligations des OCCUPANTS d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif	2
Article 7 : Engagements du SPANC	2
Article 8 : Droit d'accès des représentants du SPANC aux installations d'assainissement non collectif	2
Article 9 : Information des usagers après vérification des installations	2
CHAPITRE II : POUR LES INSTALLATIONS NEUVES OU À RÉHABILITER : VÉRIFICATION TECHNIQUE DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION, VÉRIFICATION DE BONNE EXÉCUTION DES OUVRAGES	2
Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire pour les opérations de conception et d'implantation	2
Article 11 : Vérification technique de la conception et de l'implantation des installations par le SPANC	2
Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire pour la bonne exécution des ouvrages	3
Article 13 : Vérification de la bonne exécution des ouvrages par le SPANC	3
CHAPITRE III : VÉRIFICATION TECHNIQUE POUR LES INSTALLATIONS EXISTANTES	3
Article 14 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble	3
Article 15 : Vérification des installations d'un immeuble existant par le SPANC	3
CHAPITRE IV : VÉRIFICATION DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DES OUVRAGES	3
Article 16 : Responsabilités et obligations de l'occupant d'immeuble	3
Article 17 : Vérification périodique de bon fonctionnement par le SPANC	3
Article 18 : Vérification de l'entretien des ouvrages par le SPANC	3
Article 19 : Réparation, renouvellement et suppression des dispositifs	4
CHAPITRE V : RÉHABILITATION DES INSTALLATIONS	4
CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	4
Article 23 : Redevance d'assainissement non collectif	4
Article 24 : Recouvrement de la redevance	4
CHAPITRE VII : APPLICATION DU RÈGLEMENT DE SERVICE	4
Article 25 : Voies de recours des usagers	4
Article 26 : Publicité du règlement	5
Article 27 : Modification du règlement	5
Article 28 : Date d'entrée en vigueur du règlement	5

#### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### Article 1 : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur fonctionnement, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

##### Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire de la communauté de communes Serein et Armanche. La compétence assainissement non collectif a été transférée par les communes et officialisée par arrêté préfectoral du PREF/DCPP/SRCL/2013/0511 ainsi que par arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2019/0873 portant retrait de la Communauté de Communes Serein et Armanche de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre.

##### Article 3 : Définitions

**Assainissement non collectif** : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

**Eaux usées domestiques** : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau ...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

**Usager du service public d'Assainissement Non Collectif** : les usagers du service sont toutes les personnes propriétaire ou occupant un immeuble non raccordé à un réseau d'assainissement collectif.

##### Article 4 : Caractère du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Dans le cadre de l'arrêté interministériel du 27 avril 2012, fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectifs, et dès l'entrée en vigueur du présent règlement, le SPANC prend en charge le contrôle obligatoire des installations d'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire défini à l'article 2.

Le contrôle technique comprend les 3 niveaux suivants :

- la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages (neuf : chapitre II et existant : chapitre III),
- la vérification périodique de leur bon fonctionnement (chapitre IV),
- la vérification de l'entretien des ouvrages (chapitre IV).

##### Article 5 : Responsabilités et obligations des PROPRIÉTAIRES dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif

(Se référer aux chapitres II, III et V du présent règlement de service).

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou autorisé à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la **conception et de l'implantation** de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la **bonne exécution** des travaux correspondants.

La conception, l'implantation, la réalisation et la modification de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 7 mars 2012, au Document Technique Unifié 64-1, repris dans la norme NF P 16-603 d'août 2013, complété le cas échéant par la réglementation locale (cf. article 10). Ces prescriptions sont destinées à assurer la compatibilité des ouvrages avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

## ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DES OCCUPANTS D'IMMEUBLES ÉQUIPÉS D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(Se référer aux chapitres IV et V du présent règlement de service).

### Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages.

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- Les eaux pluviales,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les huiles végétales,
- Les hydrocarbures,
- Les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- Les peintures,
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- Les métaux lourds.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager d'assurer le dégagement de l'ouvrage :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes sauf si dispositif spécifique mis en place pour passage véhicule ;
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement ;
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages) ;
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards ;
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

Et de garantir enfin le bon fonctionnement en s'assurant :

- du bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

### L'entretien des ouvrages

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable de l'entretien des ouvrages qui consiste notamment en la :

- réalisation périodique des vidanges,
- dans le cas où la filière en comporte, l'entretien périodique des dispositifs de dégraissage.

A ce titre, les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

Les vidanges de boues et de matières flottantes ou autres installations de prétraitement sont effectuées au minimum à 50% du taux de remplissage de la fosse toutes eaux ou tous les 4 ans sauf fréquence particulière plus courte déterminée par le SPANC au cas par cas, sur la base des prescriptions de l'arrêté interministériel du 7 mars 2012 et des agréments ministériels et notice technique des matériels.

### Article 7 : Engagements du SPANC

En contrôlant les dispositifs d'assainissement, le SPANC s'engage à mettre en œuvre un service de qualité. Les prestations qui sont garanties sont les suivantes :

- Un accueil téléphonique à la CCSA : au 03 86 35 94 15, du lundi et jeudi 8h15 à 15h30, et mercredi 8h15 à 11h15, pour répondre à toute question relative au paiement et certaines démarches administratives. Pour les questions techniques, il convient d'appeler le bureau d'études BUFFET Ingénierie au 09.72.44.95.60 du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17 h30 et le vendredi de 8h30 à 12h30. Une réponse écrite aux courriers dans les 15 jours suivant leur réception.
- Le respect des horaires de rendez-vous pour toute demande d'intervention à domicile avec une plage horaire de 1 heure.

### Article 8 : Droit d'accès des représentants du SPANC aux installations d'assainissement non collectif

Pour mener à bien leurs missions, les agents du service d'assainissement non collectif sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées (article L.1331-11 du Code de la Santé Publique).

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages.

Cet accès est précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant dans un délai minimal de 10 jours avant la date de visite. Toutefois, l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 30 jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.

Le propriétaire ou l'occupant devra informer le SPANC en temps utile, au moins DEUX jours entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposé.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constituent un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 25. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire.

En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée au maire, chargé du pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le maire au titre de son pouvoir de police, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 25 du présent règlement..

### Article 9 : Information des usagers après vérification des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de vérification sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée à l'occupant des lieux, à la Communauté de communes Serein et Armanche, à la Mairie, ainsi que, le cas échéant, au propriétaire de l'immeuble. L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite.

## CHAPITRE II : POUR LES INSTALLATIONS NEUVES OU À RÉHABILITER : VÉRIFICATION TECHNIQUE DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION, VÉRIFICATION DE BONNE EXÉCUTION DES OUVRAGES

### Phase de conception et d'implantation des ouvrages

### Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire pour les opérations de conception et d'implantation

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par la norme NF16-006 d'août 2016.

Il revient au propriétaire de concevoir ou de faire concevoir par un prestataire de son choix, un dispositif d'assainissement non collectif conforme à l'arrêté interministériel du 7 mars 2012, au Document Technique Unifié 64-1, repris dans la norme NF P 16-603 d'août 2013, ainsi qu'à toute réglementation applicable à ces systèmes : notamment aux règles d'urbanisme, aux arrêtés de protection des captages d'eau potable

### ARTICLE 11 : VÉRIFICATION TECHNIQUE DE LA CONCEPTION ET DE L'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS PAR LE SPANC

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède aux vérifications de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

### Vérification de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande de permis de construire.

Lors d'une demande de Permis de Construire, le pétitionnaire retire auprès de la mairie un dossier comportant :

- un formulaire à remplir, destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser. Il précise également les pièces à joindre,
- le règlement du SPANC,
- une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Remarque : Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques) le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet (article 14 de l'arrêté du 7 mars 2012).



Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au SPANC de la Communauté de Communes Serein et Armançe par le pétitionnaire.

S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 8.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC transmet son avis au pétitionnaire dans les conditions prévues à l'article 7. Le SPANC transmet son avis au service instructeur du permis de construire qui le prendra en compte dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme, avec copie au Maire. Dans le cas d'avis favorable avec recommandations ou défavorable, le pétitionnaire doit proposer une nouvelle proposition tenant compte des remarques précédemment apportées. Le SPANC effectue alors une nouvelle vérification.

#### **Vérification de la conception de l'installation en l'absence de demande de permis de construire.**

Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de demande de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante doit informer le SPANC de son projet.

**Remarque :** Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le propriétaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet (article 14 de l'arrêté du 7 mars 2012).

Le dossier de l'installation (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir, se référer à l'article 11), est retourné au service par le pétitionnaire.

Le cas échéant après visite des lieux par un agent du service dans les conditions prévues par l'article 8, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé.

Il est adressé par le service, dans les conditions prévues à l'article 9, au propriétaire qui doit le respecter pour la réalisation de son projet. Si l'avis est défavorable, le propriétaire est invité à déposer un nouveau dossier conforme aux prescriptions techniques applicables.

#### **Phase d'exécution des ouvrages**

#### **Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire pour la bonne exécution des ouvrages**

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants.

Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation, visé à l'article 11 ou, en cas d'avis favorable avec recommandations, après modification du projet pour tenir compte de celles-ci.

Le propriétaire doit alors informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse vérifier leur bonne exécution avant remblaiement par visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 8.

**Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du SPANC.**

#### **Article 13 : Vérification de la bonne exécution des ouvrages par le SPANC**

Cette vérification a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. La bonne réalisation des travaux sera confirmée par l'attestation de conformité aux règles de l'art (prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 7 mars 2012, Document Technique Unifié 64-1, repris dans la norme NF P 16-603 d'août 2013, ainsi qu'à toute réglementation applicable à ces systèmes) que doit remettre l'entreprise réalisant les travaux et au plan de récolement.

Le SPANC effectue cette vérification par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 8.

Le SPANC formule un avis motivé adressé au propriétaire des ouvrages qui a la charge de réaliser ou de faire réaliser les modifications.

### **CHAPITRE III : VÉRIFICATION TECHNIQUE POUR LES INSTALLATIONS EXISTANTES**

#### **Article 14 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble**

Tout immeuble existant, rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordé au réseau public, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non

collectif et doit être maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble (conditions prévues à l'article 6).

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice de la première vérification technique.

#### **Article 15 : Vérification des installations d'un immeuble existant par le SPANC**

Tout immeuble visé à l'article 14 donne lieu à une première vérification par les agents du SPANC.

Le SPANC effectue cette vérification par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 8, destinée à examiner et apprécier :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif ;
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation ;
- le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues à l'article 19.

Le SPANC émet un avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable.

Dans les deux derniers cas, l'avis est expressément motivé et est accompagné de recommandations pour la mise en conformité. Il est adressé par le service au propriétaire de l'immeuble, et lorsqu'un problème de fonctionnement est identifié, à l'occupant si ce dernier est différent du propriétaire.

Par ailleurs, en l'absence des pièces du dossier décrit à l'article 11 ou de leurs équivalents, les agents du SPANC et le propriétaire établiront lors de cette vérification les pièces essentielles à l'identification et à la description de l'installation. Seront recherchées en priorité d'éventuelles sources de pollution visible. Ces pièces seront jointes à l'avis du SPANC et transmises au propriétaire de l'immeuble.

### **CHAPITRE IV : VÉRIFICATION DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DES OUVRAGES**

#### **Article 16 : Responsabilités et obligations de l'occupant d'immeuble**

L'occupant de l'immeuble est tenu d'assurer le bon fonctionnement de ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 6.

Il lui incombe également de réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par le schéma départemental d'élimination des matières de vidange visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vider, est tenue de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire, le document prévu à l'article 9 de l'arrêté interministériel du 7 mars 2012.

L'usager doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document. Ce document doit renseigner le SPANC sur les points suivants :

- Son nom ou sa raison et son adresse,
- L'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de vidange,
- Les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées,
- La destination et le mode d'élimination.

#### **Article 17 : Vérification périodique de bon fonctionnement par le SPANC**

La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Elle a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénient de voisinage (odeurs notamment).

Elle s'appuie sur le respect des obligations de l'occupant précisées à l'article 5.

Ce contrôle est exercé, sur place, par les agents du SPANC, à minima tous les quatre ans, dans les conditions prévues par l'article 8.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé ;
- en cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

#### **Article 18 : Vérification de l'entretien des ouvrages par le SPANC**

- Vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet, l'usager présentera le bon de vidange remis par le vidangeur (détaillé à l'art. 18) ;

- Vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A l'issue de la vérification de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis à l'occupant des lieux, et le cas échéant au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues par l'article 9. Si cet avis comporte des recommandations ou s'il est défavorable, le SPANC invite, le propriétaire des ouvrages :

- à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances
- les entretiens ou réaménagements.

#### **Article 19 : Réparation, renouvellement et suppression des dispositifs**

**La réparation et le renouvellement** des dispositifs d'assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire et ne concernent en aucun cas le SPANC. De plus, celui-ci ne peut en aucun cas être tenu responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

**La suppression** des dispositifs n'est possible qu'en cas de raccordement au réseau d'assainissement collectif ou de démolition de l'immeuble. Dans ces cas précis, le dispositif doit être mis hors d'état de servir et de créer des nuisances par les soins et aux frais du propriétaire ou de la copropriété. En cas de démolition de l'immeuble, la dépense est supportée par le propriétaire ou par la ou les personnes ayant déposé le permis de démolir.

Une dernière visite de *vérification de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages* interviendra après raccordement au réseau d'assainissement collectif (ou en cas de démolition de l'immeuble) pour que le SPANC s'assure de la mise hors service effective du dispositif d'assainissement non collectif, sans nuisance environnementale, et qu'il puisse clore le dossier de suivi de l'installation.

### **CHAPITRE V : RÉHABILITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 20 : Responsabilités et obligations du propriétaire**

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif peut décider, à son initiative ou être tenu, notamment à la suite d'une visite de vérification de bon fonctionnement du SPANC prévue à l'article 15, de réhabiliter cette installation, en particulier si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement (pollution des eaux ou du milieu aquatique), à la salubrité publique ou tout inconvénient de voisinage.

#### **Article 21 : Exécution des travaux de réhabilitation**

Le propriétaire des ouvrages choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge d'exécuter les travaux de réhabilitation.

Le propriétaire peut demander au SPANC d'exécuter les travaux de réhabilitation de son installation. Le SPANC exécute ces travaux en régie ou désigne après mise en concurrence l'entreprise chargée de les exécuter. A la fin des travaux, le SPANC demande au propriétaire le remboursement intégral des frais, de toute nature, entraînés par ces travaux, déduction faite des subventions éventuellement accordées. Tout litige relatif à ces travaux relève de la compétence des tribunaux judiciaires.

Une convention passée entre le propriétaire des ouvrages et le SPANC précise notamment :

- la propriété de l'ouvrage réhabilité,
- la nature des travaux à effectuer,
- leur montant,
- les délais et modalités de leur réalisation,
- les conditions de leur paiement,
- l'entreprise ou l'organisme chargé de les réaliser,
- les conditions d'accès aux propriétés privées des agents chargés des travaux,
- les conditions de réparation des dommages éventuellement causés par ces travaux. Un constat d'huissier sera obligatoirement réalisé avant le commencement des travaux à la charge du propriétaire.

#### **Article 22 : Vérification des travaux de réhabilitation de l'installation**

Toute réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif donne lieu à la vérification de conception, d'implantation et de bonne exécution des ouvrages dans les conditions prévues par le chapitre II.

### **CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **Article 23 : Redevance d'assainissement non collectif**

Les dépenses engagées par le SPANC pour le contrôle des installations sont équilibrées par une redevance révisable.

Ainsi, la vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages sera facturée selon un tarif forfaitaire au propriétaire de l'immeuble pour équilibrer les charges du SPANC relatives à ces tâches. Les tarifs définis par la délibération n°33/2019 du 28 mars 2019 sont les suivants :

Pour les constructions neuves ou les réhabilitations : Conception et contrôle de bonne exécution,

- ⇒ Contrôle de conception sans visite et contrôle de bonne exécution : 250 € (deux cent cinquante euros)
- Contrôle de conception avec visite et contrôle de bonne exécution : 400 € (quatre cent euros)

- ⇒ Contre visite de bonne exécution : 90 € (quatre-vingt-dix euros)

Pour les diagnostics lors des mutations foncières pour les installations non encore diagnostiquées : 180 € (cent quatre-vingt euros)

Pour les contrôles liés au diagnostic initial des installations et aux contrôles de bon fonctionnement, la part de la redevance qui porte sur les vérifications de bon fonctionnement et d'entretien est facturée au propriétaire de l'immeuble, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

Le montant de la redevance annuelle fera l'objet d'une délibération séparée.

Ces tarifs pourront faire l'objet de modification par délibération du conseil communautaire sans qu'il soit nécessaire de réapprouver le règlement dans son ensemble. L'usager en est informé à partir de la première facture appliquant le nouveau tarif. En outre, toute modification des tarifs sera communiquée aux mairies de la Communauté de Communes Serein et Armanche.

#### **Article 24 : Recouvrement de la redevance**

Sont précisés sur la facture :

- le montant de la redevance ;
- toute modification du montant de la redevance ainsi que la date de son entrée en vigueur ;
- le paiement à réception de la facture ou sa date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement ;
- l'identification du service d'assainissement non collectif, ses coordonnées.

Les redevances dues en vertu des prestations fournies seront facturées par le SPANC et recouvrées par le Trésor Public de Saint Florentin.

### **CHAPITRE VII : APPLICATION DU RÈGLEMENT DE SERVICE**

#### **Article 25 : Principes généraux**

Toute infraction au présent règlement peut donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

#### **Article 26 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif**

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L. 1331-8 du Code de la Santé Publique (soit le montant de la redevance du contrôle de bon fonctionnement, majoré jusqu'à 100 %).

#### **Article 27 : Pénalité financière pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôles**

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie par le code de la santé publique (article L1331-8) et par délibération qui fixe le taux de majoration dans une proportion fixée par le conseil communautaire dans la limite de 100 % soit 320 €.

On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2<sup>ème</sup> rendez-vous,
- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 3<sup>ème</sup> report, ou du 2<sup>ème</sup> report si une visite a donné lieu à une absence

Conformément à l'article 8, il appartient au propriétaire de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. Tout obstacle mis par un occupant à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC sera assimilé à un obstacle.

#### **Article 28 : Police administrative (pollution de l'eau ou atteinte à la salubrité publique)**

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou

imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Toute pollution de l'eau peut donner à l'encontre de son auteur des sanctions pouvant aller jusqu'à 75000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément à l'article L216-6 ou L432-2 du Code de l'environnement.

#### **Article 29 : Constats d'infractions pénales**

Les infractions aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou protégeant l'eau contre toute pollution sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de Procédure Pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat ou des collectivités territoriales ou de leur groupement, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique, le Code de l'environnement, le Code de la Construction et de l'Habitation ou le Code de l'Urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application du code de la construction et de l'habitation et du code de l'urbanisme, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

#### **Articles 30 : Sanctions pénales**

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prise en application du code de la construction et de l'habitation ou du code de l'urbanisme exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévue par le code de l'environnement en cas de pollution de l'eau.

#### **Article 31 : Sanctions pénales (arrêté municipal ou préfectoral)**

Toute violation d'un arrêté préfectoral, municipal ou communautaire fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article R610-5 du Code Pénal qui dispose : « La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont soumis à l'amende prévue pour les contraventions de la 1ère classe ».

#### **Article 32 : Voies de recours des usagers**

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service...) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

#### **Article 33 : Publicité du règlement**

Le présent règlement approuvé, sera affiché en mairie pendant 2 mois. Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public en mairie. Il sera distribué par le Cabinet Buffet ingénierie, et remis contre signature d'un récépissé, le jour du contrôle.

#### **Article 34 : Modification du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Afin de les porter à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application, ces modifications donneront lieu à la même publicité que le règlement initial.

#### **Article 35 : Date d'entrée en vigueur du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre de mesures de publication prévues par l'article 33.

Délibéré et voté par l'assemblée délibérante de la Communauté de communes Serein et Amance du 17 décembre 2020





## Proposition de délibération n° 77 / 2022

**Objet :****SERVICE A LA POPULATION****CULTURE****ECOLE DE MUSIQUE****FIN DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération du 15 décembre 2016 du Conseil de la Communauté de communes du Florentinois relative au transfert des biens relatifs à la compétence « Gestion de l'Ecole de musique »

Vu le procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles à la suite du transfert de compétences « gestion de l'école de musique » en date du 28 décembre 2016.

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre du transfert de compétence « Ecole de musique » consécutive à la fusion avec la Communauté de communes d'Othe en Armançon, la commune de Saint Florentin et la Communauté de communes du Florentinois ont arrêté par délibération la mise à disposition des locaux, et autres équipements pédagogiques et assimilés, associés à cette dernière.

Résultat d'un programme initié en septembre 2018, la nouvelle école de musique communautaire, située à Venizy, a ouvert ses portes au printemps 2021.

Durant le 1<sup>er</sup> semestre 2021, les services communautaires ont progressivement déménagé le matériel pédagogique et assimilé du site de Saint Florentin pour l'installer dans le nouveau site de Venizy.

Afin de régulariser la situation vis-à-vis de la Commune de Saint Florentin, qui est toujours restée propriétaire de l'ensemble immobilier, il est nécessaire d'acter le départ des services communautaires du site de l'ancienne école de musique sise 23 rue du Faubourg Saint Martin et la restitution de l'usage du site à la Ville.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant la délibération du 15 décembre 2016 et le procès-verbal associé, mettant à disposition de la Communauté de communes du Florentinois, les locaux de l'ancienne école de musique
- ⇒ Considérant l'inauguration de la nouvelle école de musique sise à Venizy, en décembre 2021
- ⇒ Considérant l'inutilité pour la communauté de conserver ce bâtiment



Il est proposé :

- De mettre fin à la mise à disposition des locaux sis 23 rue du Faubourg Saint Martin – 89600 Saint Florentin appartenant à la Commune de Saint Florentin à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022
- De conserver, le matériel pédagogique et assimilé (dont le mobilier) inclus dans l'état des biens arrêtés en décembre 2022, encore existants en vertu du principe de transfert de compétence jusqu'à sa disparition ou son obsolescence
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **MET FIN** à la mise à disposition des locaux sis 23 rue du Faubourg Saint Martin – 89600 Saint Florentin appartenant à la Commune de Saint Florentin à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022
- **DECIDE** de conserver le matériel pédagogique et assimilé (dont le mobilier) inclus dans l'état des biens arrêtés en décembre 2022 et encore existants en vertu du principe de transfert de compétence jusqu'à sa disparition ou son obsolescence
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

## Proposition de délibération n° 78 / 2022

**Objet :****SERVICE A LA POPULATION****Maison de santé Pluridisciplinaire****ACQUISITION DU TERRAIN D'EMPRISE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la mission confiée au cabinet EASYLIFE-MED afin d'accompagner la Communauté de communes dans l'élaboration du projet de santé territoriale et son état d'avancement.

Vu la délibération n° 115/2021 du 4 novembre 2021 relative à l'acquisition d'une emprise pour la future maison de Santé du Florentinois

Vu le projet de santé associé à Saint Florentin déposé à l'Agence Régionale de Santé

**Exposé des motifs :**

Comme déjà évoqué lors de précédents conseils communautaires, notre établissement s'est engagé dans l'élaboration d'un projet de santé global à l'échelle de son territoire. Le travail réalisé par le cabinet EasyLife Med avec les professionnels de santé a permis de faire émerger 2 projets de santé particulier sur notre territoire à savoir celui du Florentinois autour de St Florentin et Héry sur le secteur Héry-Seignelay, le diagnostic territorial de début de mission ayant mis particulièrement en exergue ces 2 secteurs en souffrance en matière de soins primaires.

Les projets de santé correspondants, signés par les professionnels intéressés ont été déposés devant l'ARS qui les examine actuellement. D'ores et déjà nous avons mandaté un programmiste pour parfaire l'étude de faisabilité pour les 2 futures maisons de santé et nous donner des éléments financiers courant octobre pour solliciter les financeurs publics.

Si pour le secteur Héry Seignelay, le terrain envisagé appartient à la commune et est actuellement libre de toute occupation, le site retenu pour la maison de santé appartient à plusieurs propriétaires.

Par délibération en date du 4 novembre 2021, vous aviez accepter l'acquisition d'une partie de l'emprise appartenant à la société BC Entreprise, il est nécessaire d'acquérir un foncier complémentaire auprès de la commune de Saint Florentin. Le plan global d'acquisition est joint en annexe avec le détail des propriétaires actuels.

Afin de se rendre propriétaire de l'emprise, nécessaire au projet et d'engager les démarches notamment de dépollution et démolition du site, il est nécessaire de confirmer la position prise en novembre 2021 et intégrer les parcelles appartenant à la Commune de Saint Florentin.

C'est l'objet du rapport qui vous est présenté.

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant la concrétisation des 2 projets de santé signés par les professionnels sur le secteur du Florentinois et Hey-Seignelay
- ⇒ Considérant l'intérêt de l'Agence Régionale de Santé pour nos projets,
- ⇒ Considérant la nécessité de se rendre propriétaire d'une emprise foncière suffisamment vaste pour accueillir la future Maison de santé,
- ⇒ Considérant la délibération du 4 novembre 2021 approuvant l'acquisition de l'emprise appartenant à la SAS BC ENTREPRISE.
- ⇒ Considérant l'accord de la Ville de Saint Florentin de céder les terrains lui appartenant au sein de l'emprise de la future maison de santé

Il est proposé :

D'approuver l'acquisition d'un ensemble de terrains et constructions tel que défini sur le plan joint en annexe et dont les caractéristiques sont les suivantes :

***Auprès de la société BC Entreprise ou de toute société s'y substituant***

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
AS	160	Rue Jules Lancôme	12 a 00 ca
AS	161	Rue Jules Lancôme	9 a 66 ca
AS	164	Rue Jules Lancôme	17 a 55 ca
AS	329	Rue Jules Lancôme	4 a 31 ca

Le tout pour une surface globale de 4 352 m<sup>2</sup> incluant l'ensemble des bâtiments et installations immobilières présentes sur le site telle que définit sur le plan joint.

Cette acquisition sera réalisée au prix de 150 000 € (cent cinquante mille euros) hors frais d'acte.

***Auprès de la Commune de Saint Florentin***

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
AS	147	Rue Pierre Coudry	9 a 36 ca
AS	148	Les Près Vacherot	8 a 51 ca

Le tout pour une surface globale de 1 787 m<sup>2</sup> incluant l'ensemble des bâtiments et installations immobilières présentes sur le site.

Cette acquisition sera réalisée au prix de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) hors frais d'acte.

A cela s'ajoutera un terrain situé le long des 2 parcelles sus-désignées et les parcelles AS 329, 160 et 161, actuellement chemin communal en cours de déclassement et de délimitation. Cette cession sera réalisée à titre gracieuse.

L'ensemble est délimité tel que définit sur le plan joint

Et d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération dont la signature des actes d'acquisition .

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** l'acquisition d'un ensemble de terrains et constructions tel que défini sur le plan joint en annexe et dont les caractéristiques sont les suivantes :

***Auprès de la société BC Entreprise ou de toute société s'y substituant***

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
AS	160	Rue Jules Lancôme	12 a 00 ca
AS	161	Rue Jules Lancôme	9 a 66 ca
AS	164	Rue Jules Lancôme	17 a 55 ca
AS	329	Rue Jules Lancôme	4 a 31 ca

Le tout pour une surface globale de 4 352 m<sup>2</sup> incluant l'ensemble des bâtiments et installations immobilières présentes sur le site telle que définit sur le plan joint.

Cette acquisition sera réalisée au prix de 150 000 € (cent cinquante mille euros) hors frais d'acte.

***Auprès de la Commune de Saint Florentin***

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance
AS	147	Rue Pierre Coudry	9 a 36 ca
AS	148	Les Près Vacherot	8 a 51 ca

Le tout pour une surface globale de 1 787 m<sup>2</sup> incluant l'ensemble des bâtiments et installations immobilières présentes sur le site.

Cette acquisition sera réalisée au prix de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) hors frais d'acte.

A cela s'ajoutera un terrain situé le long des 2 parcelles sus-désignées et les parcelles AS 329, 160 et 161, actuellement chemin communal en cours de déclassement et de délimitation. Cette cession sera réalisée à titre gracieuse.

L'ensemble est délimité tel que définit sur le plan joint

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération dont la signature des actes d'acquisition.

# Extrait de plan

Saint-Florentin

626

580

175

158

581

582

172

174

362

173

164

347

Terrains Appartenant à  
BC Entreprise

583

346

150

368

369

149

162

148

161

Terrains appartenant à la  
Commune de St Florentin

147

329

Chemin en cours de déclassement

601

91

D 30a

602

146

131

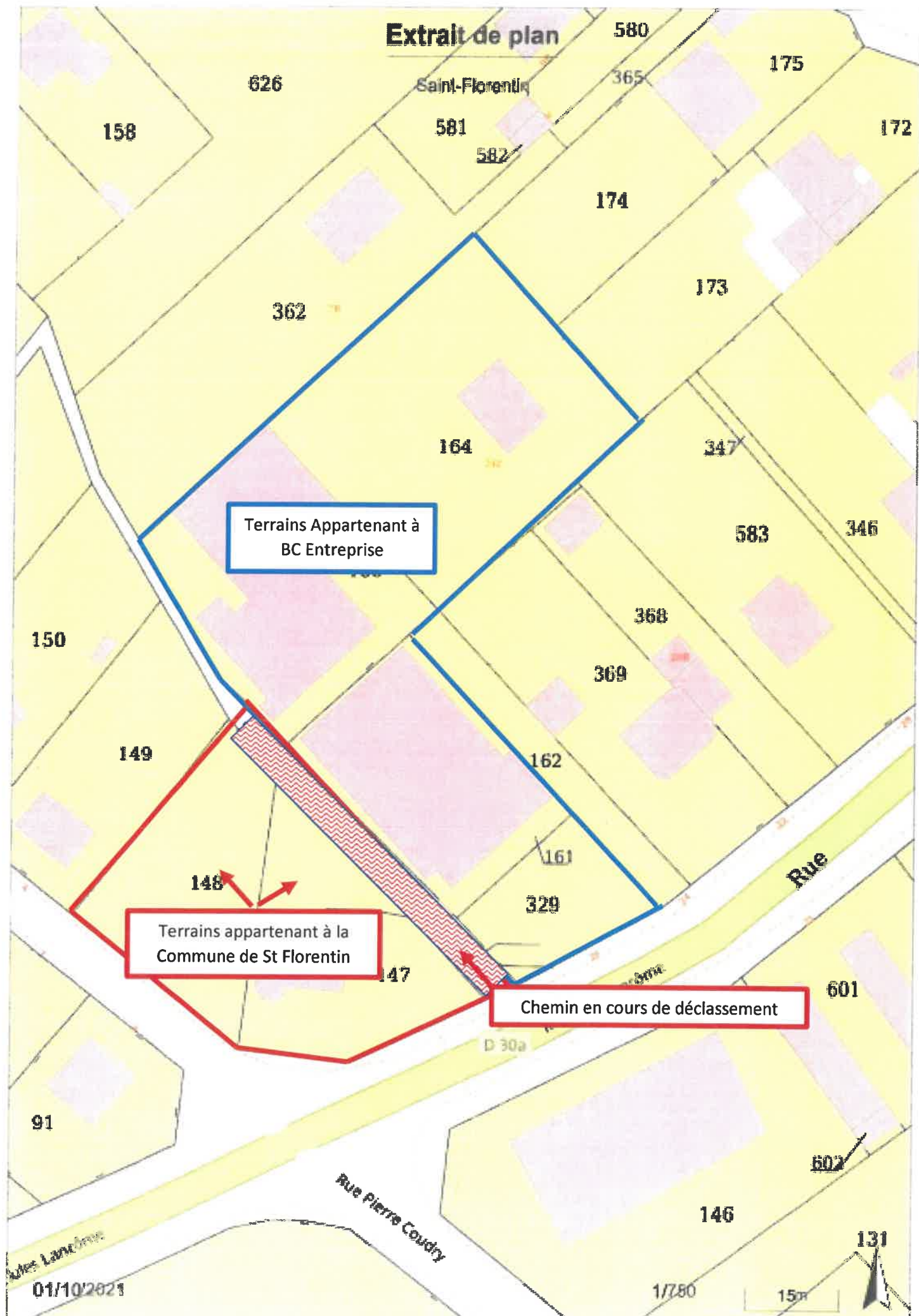
Rue Pierre Coudry

Rue Lancôme

01/10/2021

1/780

15m



## Proposition de délibération n° 79 / 2022

**Objet :****RESSOURCES INTERNES****BUDGET****ADMISSION EN NON-VALEUR – BUDGET PRINCIPAL****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et R1617-24 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 et notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu les demandes de la Trésorerie de Saint Florentin.

**Exposé des motifs :**

Par courriel en date 29 Juillet 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part d'une créance irrécouvrable liée à la Redevance Déchets due par Madame GAILLET Alison d'un montant de 65.46 € (décision commission de surendettement).

Par courriel en date 29 Juillet 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part des créances irrécouvrables liées à la Redevance Déchets due par l'entreprise EIRL BOULANGERIE HARTMANN d'un montant de 515.30 € (décision commission Tribunal de Commerce de SENS).

Par courriel en date 19 Aout 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part des créances irrécouvrables liées à la Redevance Déchets due par Madame ROBINEAU née HENNOQUE Stéphanie d'un montant de 694.18 € (décision commission de surendettement).

Par courriel en date 31 Aout 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part d'une créance irrécouvrable liée à la Redevance Déchets due par Monsieur FAIZ LARBI d'un montant de 285.00 € (décision commission de surendettement).

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 29 Juillet 2022 pour un montant total de 65.46 € ;
- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 29 Juillet 2022 pour un montant total de 515.30 € ;
- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 19 Août 2022 pour un montant total de 694.18 € ;
- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 31 Août 2022 pour un montant total de 285.00 € ;
- ⇒ Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable ou éteinte ;



Il vous est proposé :

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 65.46 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n°5764390115 dressée par le comptable public le 29 Juillet 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2017	T-711591330015	65.46 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 515.30 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n°5764590115 dressée par le comptable public le 29 Juillet 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2016	T-711582950015	257.65 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères
2017	T-711593570015	127.77 €		
2017	T-711596490015	129.88 €		

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 694.18 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5793840115 dressée par le comptable public le 19 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2013	T-711587220015	247.00 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères
2016	T-711583110015	263.50 €		
2017	T-711588730015	92.33 €		
2017	T-711595400015	91.35 €		

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 285.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5328450415 dressée par le comptable public le 31 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2013	T-711586090015	285.00 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget 2022.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 65.46 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5764390115 dressée par le comptable public le 29 Juillet 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2017	T-711591330015	65.46 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 515.30 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5764590115 dressée par le comptable public le :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2016	T-711582950015	257.65 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères
2017	T-711593570015	127.77 €		
2017	T-711596490015	129.88 €		

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 694.18 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5793840115 dressée par le comptable public le 19 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2013	T-711587220015	247.00 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères
2016	T-711583110015	263.50 €		
2017	T-711588730015	92.33 €		
2017	T-711595400015	91.35 €		

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 295.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5328450415 dressée par le comptable public le :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2013	T-711586090015	285.00 €	Redevance Déchets	Collecte et traitement des Ordures Ménagères

- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget 2022.

## Proposition de délibération n° 80 / 2022

**Objet :****RESSOURCES INTERNES****BUDGET****ADMISSION EN NON-VALEUR – BUDGET SPANC****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et R1617-24 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 et notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu les demandes de la Trésorerie de Saint Florentin.

**Exposé des motifs :**

Par courriel en date 18 Aout 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part des créances irrécouvrables liées à la Redevance SPANC due par Madame CARRE Huguette d'un montant de 30.00 € (Décédée).

Par courriel en date 19 Aout 2022, la Trésorerie de Saint-Florentin, Comptable Public de notre établissement, nous a fait part d'une créance irrécouvrable liée à la Redevance SPANC due par Madame ROBINEAU née HENNOQUE Stéphanie d'un montant de 25.00 € (décision commission de surendettement).

**Contenu de la proposition :**

- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 18 Aout 2022 pour un montant total de 30.00 € ;
- ⇒ Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public le 19 Aout 2022 pour un montant total de 25.00 € ;
- ⇒ Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable ou éteinte ;

Il vous est proposé :

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 30.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n°5793830115 dressée par le comptable public le 18 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2018	R-13-22	25.00 €	Redevance SPANC	SPANC
2018	R-11-20	25.00 €		

Il vous est proposé :

- ⇒ D'admettre en non-valeur la recette énumérée ci-dessous pour un montant total de 25.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5793060215 dressée par le comptable public le 19 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2019	R-25-370	25.00 €	Redevance SPANC	SPANC

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget 2022.

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 30.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5793830115 dressée par le comptable public le 18 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2018	R-13-22	25.00 €	Redevance SPANC	SPANC
2018	R-11-20	25.00 €		

- **APPROUVE** l'admission en non-valeur les recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 25.00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5793060215 dressée par le comptable public le 19 Aout 2022 :

Exercice	Référence de la pièce	Montant	Nature de la recette	Service concerné
2019	R-25-370	25.00 €	Redevance SPANC	SPANC

- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget 2022.

## Proposition de délibération n° 81 / 2022

**Objet :****RESSOURCES INTERNES****Budget principal****DECISION MODIFICATIVE N° 4****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le vote du budget Primitif le 24 Février 2022.

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de son programme de construction de 2 maisons de santé pluridisciplinaire, la Communauté de communes doit acquérir les emprises nécessaires au site de Saint Florentin.

Pour ce faire, il est nécessaire d'alimenter les lignes budgétaires correspondantes.

Ces dernières dépenses auront pour vocation à être réintégrées au sein du futur budget annexe dédié à cette opération.

**Contenu de la proposition :**

⇒ Considérant qu'il y a lieu de se prononcer sur des virements de crédits

Il vous est proposé d'approuver les modifications suivantes :

**SECTION D'INVESTISSEMENT****• Dépenses d'Investissement :**

- |   |             |
|---|-------------|
| - 2315 – 020 – Installations, outillages et matériels technique | - 195 000 € |
| - 2115 – 020 – Terrains bâtis                                   | + 195 000 € |

**Total      195 000 €**

**Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :**

- **APPROUVE** cette décision modificative.